

C'EST AUSSI MON AFFAIRE

André Marchiori



Editions Amalthée

C'EST AUSSI MON AFFAIRE

André Marchiori



Editions Amalthée

C'EST AUSSI MON AFFAIRE

Essai

Avec la crise actuelle, les peurs quotidiennes du citoyen et celles concernant son futur et celui de ses descendants se sont accentuées. Ces peurs proviennent d'évidences qui ont été occultées, volontairement ou non. Dans cet essai, fruit d'années de réflexion et d'expérience, l'auteur met en évidence ces réalités et essaie de faire prendre conscience et de faire réfléchir le citoyen lambda et pas exclusivement sur les nouveaux défis planétaires. En apportant un nouvel éclairage à la compréhension de la société actuelle, cet essai révisé au-delà de tout dogme et en évitant autant que ce soit le langage technique la réalité économique qui nous a accompagnée depuis la fin de la deuxième guerre mondiale jusqu'à nos jours. Finalement, en proposant des pistes d'espoir et d'avenir, cet essai souhaite encourager chaque citoyen, en particulier européen, à prendre l'initiative d'un changement de cap sociétal. « L'ignorance n'est-elle pas la source de la peur et la peur n'est-elle pas la source de conflits ? ». Il faut la combattre en y apportant de la lumière et l'auteur espère y avoir un peu participé avec cet essai.

C'EST AUSSI MON AFFAIRE

(ESSAI de SYNTHÈSE)

de

André Marchiori

**Avec la participation
de David Broman
et les dessins
d'André Faber**

La petite Planète Bleue

Tu étais belle et sous ta cape bleue un magnifique jardin se cachait. Ceux qui l'avaient en jouissance, se sont prodigués, non à l'embellir, mais à l'exploiter à outrance.

Le futur importait peu pour eux, c'était l'immédiat qui comptait. Parmi eux, certains se sont appropriés de ce jardin pour assouvir leur désir de puissance et ils l'ont détruit sans vergogne.

Les autres, spectateurs, assistaient sans réagir à ce drame sans lendemain.

Mais où est donc passée ta belle cape bleue, maintenant que tu ressembles à la Lune ?

E.R.

Le Jeudi, décembre 1999

Remerciements

C'est à David Broman que je dois d'avoir entrepris l'écriture de ce petit essai. Certes, j'en avais exprimé l'idée, mais c'est lui, en revenant vers moi, qui m'a encouragé d'en entreprendre l'écriture. Cet essai lui doit énormément et je citerai particulièrement en premier le titre, en deuxième l'écriture de la préface, en troisième les questions judicieuses et pertinentes et finalement l'aide administrative sans laquelle la sortie de cet essai aurait été compromise. Il est tout en son honneur de s'être impliqué totalement et gratuitement pour que cet essai voie le jour.

Un merci très particulier à André Faber pour ses dessins qui animent la couverture et les pages de cet essai. Faits avec l'esprit du don, ils acquièrent d'autant plus de valeur.

Un merci anticipatif au lecteur, lequel, j'espère, trouvera dans ces quelques lignes, les bases pour comprendre suffisamment notre temps. Ceci pour qu'il puisse en déduire que la nécessité de changer radicalement notre façon de penser et de réfléchir en tenant compte des vrais défis existants s'impose d'elle-même. Enfin pour qu'il puisse intérioriser qu'il est devenu urgent d'organiser autrement notre société pour la survie de notre espèce et de notre planète. Les deux étant indissociables, il faut le faire surtout pour l'amour que nous portons à nos enfants et les enfants de nos enfants.

Et finalement un merci à ma famille, en particulier à mon épouse Nicole, d'avoir supporté un homme de temps en temps ailleurs, plongé dans ses pensées.

Juillet 2009

André Marchiori

Préface

A l'heure de l'écriture de ces lignes, les élections européennes de juin 2009 viennent de se terminer. Au vu des résultats -- et à supposer que des élections avec 60% d'abstentions ne soient pas qu'une parodie de démocratie -- les électeurs semblent avoir cru sur parole la classe dirigeante européenne: la crise financière était imprévisible et si elle a eu lieu c'est de la faute des "subprimes" américains et d'une déréglementation à outrance des marchés financiers par les mêmes Américains. Les Européens, victimes impuissants, n'y ont absolument aucune responsabilité.

Pourtant, il y a plus de dix ans, il existait des voix européennes qui exprimaient les dangers de la financiarisation à outrance de l'économie et du décrochage de la finance de l'économie réelle. Pour ces voix-là, nos élus européens, suivis par beaucoup de citoyens, n'ont jamais eu que des oreilles de mépris.

André Marchiori, du fond de son petit village luxembourgeois, en fut une, de ces voix. En tout cas, je peux témoigner que depuis la création de l'hebdomadaire luxembourgeois en français *Le Jeudi*, il n'a cessé d'y envoyer des courriers d'avertissement (voir les documents en annexe), alors que les plus « grands » économistes et politiciens mondiaux nous exhortaient « d'investir » aveuglément (c'est-à-dire de "croire") en la « mondialisation » et la « dérégulation ».

Ainsi écrivait-il en 1998 dans *Le Jeudi*, dans une lettre intitulée *Le grand Monopoly*: "*Le Grand Monopoly international, dans son élan, a récemment quasi fait sauté la banque, c'est-à-dire le système bancaire*

international. Faut-il attendre un de ces événements mentionnés ci-dessus pour une nouvelle «mise à zéro»?"

En 2002, il écrivait ceci, toujours dans *Le Jeudi*, au sujet des "déréglementations" financières en cours dans la gestion des entreprises: *"Le tout nous réserve, je le crains très fort, de méchantes surprises pour l'économie mondiale."*

En 2004, criant toujours contre le vent des dénis de nos dirigeants, il écrivait: *"Alors, vive le dicton «Chacun pour soi, Dieu pour tous»! Vive l'insouciance! Vive la nonchalance! Vive l'égoïsme! Ne sommes-nous pas actuellement dans le scénario de l'ultra libéralisme débridé, du profit immédiat, du bien être sans limites, de l'enrichissez-vous à outrance et sans aucun scrupule? On joue dans le petit nombril certain que maman (divinité) est là pour réparer les dégâts puisque tout a été prévu. Mais déjà, malheureusement pour nous, nous ne sommes plus dans le scénario tel que décrit par le dicton brésilien: «la nature refait la nuit ce que l'homme détruit le jour»."*

Alan Greenspan, l'ancien gouverneur de la Federal Reserve (la Banque centrale américaine, qui est une sorte de fédération de banques privées et non pas, comme son nom l'indique, une banque nationale publique), a fini par admettre avoir fait des erreurs. Des erreurs que d'aucuns, comme André Marchiori, avaient détectées en temps réel.

En tant que journaliste auprès du *Jeudi*, en charge du cahier Forum, il m'est de la plus grande importance d'être à l'écoute de ceux qui osent avoir raison tôt, de ceux qui parlent vrai envers et contre le déluge de propagandes économico-religieux que le système fait s'abattre journellement sur nous pour nous faire croire à un ultra-libéralisme

enivrant comme à un élixir miracle composé de 80% de Whisky et de 20% de Bourbon.

Sensible à ce type de lavage de cerveau et d'arnaque collective, à la recherche d'autres sons de cloches (et même d'autres clochers), je suis entré en contact avec André Marchiori -- heureux de découvrir en "live" le parler vrai, raisonnable et indépendant, de la part d'un homme connaissant le système économique et financier comme sa poche et qui me fit part de son intention d'écrire un essai de synthèse constructif sur l'ensemble de ses vues.

Pour moi, une telle initiative de la part d'une personne qui avait vu juste est un acte démocratique fondamental et nécessaire, à portée presque pédagogique, permettant de contrer la puissance dévastatrice des mensonges omniprésents. Elle méritait toute mon aide car j'estime qu'il n'y aura jamais de trop d'initiatives de ce genre.

Au fil de nos discussions, et après avoir lu et relu le texte de base de l'essai, je finis par me demander ce qui a fondamentalement pu permettre à André Marchiori, au delà de sa maîtrise des dossiers, de voir juste. Ne pouvait-il pas proposer à ses lecteurs, dont je fais partie, un "critère premier" qui nous permettrait, à nous aussi, de voir dorénavant plus clair -- notamment pour mieux juger de la justesse et de l'honnêteté des programmes électoraux et des "réformes", et ce afin d'éviter de devoir encore assister à la ré-élection de dirigeants politiques qui se déclarent eux-mêmes --c'est un comble-- irresponsables. Autrement dit : n'y aurait-il pas un antidote de base aux pilules que l'on nous fait avaler ?

Alors qu'André Marchiori travaillait sur cet essai, je me mis à le harceler de questions à la recherche de cet éventuel "critère premier". Il ne sembla pas trop comprendre ce que je voulais et de mon côté je n'arrivais

pas à trouver la bonne formulation de mon interrogation. Toutefois, lors d'une séance enregistrée, il comprit subitement que ma quête tournait plus autour de qui il est comme être humain et non pas en tant qu'auteur d'un essai politique sur l'économie mondiale.

Je me permets de partager avec vous cet instant de notre entretien, car, je le crois, il donne accès à une intelligence, un bon sens, que nous possédons tous -- puissions-nous seulement penser à l'utiliser lorsque les grands de ce monde nous pressent à croire aveuglément en leurs balivernes.

Question: *"En substance, tu conclus ton essai en disant que la société doit changer d'objectif. Sur base de quel principe pourrons-nous juger de la justesse ou non du nouvel objectif?"*

Réponse: *"Avant tout, il faut que nous prenions conscience du fait que le principe fondateur de notre vie en société depuis le début de l'humanité, n'est plus valable, à savoir: la nature est un ennemi qu'il faut combattre et vaincre. Depuis la nuit des temps, l'être humain perçoit la nature comme dressée contre lui. Il s'est donc donné comme objectif de s'opposer à elle. Puis, petit-à-petit, s'accroissant en nombre, les hommes ont réussi à se faire des outils pouvant avoir raison de la nature. Aujourd'hui, nous la dominons largement et cette domination a évolué vers l'outrance au point où nous avons construit des palais, des villes... un univers artificiel, nous privant parfois de tout contact avec la nature et nous donnant l'illusion d'être réellement détachés de la planète, comme si l'homme et la nature étaient deux concepts différents. Cette attitude nous a amené à ne considérer la planète et ses richesses que comme lieux à conquérir et objets à posséder. Or aujourd'hui, on s'aperçoit, quand on fait le compte, qu'on s'est coupé les jambes - on s'est coupé les jambes au moment même où on était devenu capable*

de fabriquer les moyens pour pouvoir entrer en symbiose avec cette nature.

Et le futur réside peut-être bien en cela: entrer en symbiose avec la nature. Parce que, quoiqu'on en pense, nous en faisons partie. Entrer en symbiose avec la nature c'est développer une relation win-win avec elle. Je te donne ce dont tu as besoin parce que si je ne le fais pas, tu ne pourras pas me donner ce dont j'ai besoin. C'est ce rapport avec la nature qui est primordial.

Pour l'économie, ceci est une approche tout-à-fait différente, révolutionnaire même. C'est ça, pour revenir à ta question, le principe, l'objectif à suivre maintenant: la symbiose, la relation win-win avec la nature. On doit défaire le monde artificiel dans lequel on s'est piégé pour nous remettre à coopérer avec la nature.

*C'est ça le destin de l'homme et il ne sert à rien de le retarder. Mais ce ne sont pas les pouvoirs publics qui prendront l'initiative. Pour démarrer ce changement il faudra que chacun se dise "**c'est aussi mon affaire**". On n'est plus dans la logique capitaliste de l'immédiat, là on travaille pour le lendemain, pour améliorer le futur, c'est la seule chose... la seule chose... et ça c'est un peu mon rêve."*

Le mien de rêve, c'est que les gens comme André Marchiori aient un peu plus souvent la parole et soient un peu plus écoutés.

David Broman

Juillet 2009



Introduction

Un sentiment de peur pour leur avenir et surtout de celui de leurs enfants et petits enfants s'empare de plus en plus de personnes. Toutes ne le ressentent pas avec la même intensité et certaines même restent encore imperméables. Mais les signes de catastrophes à venir se concrétisent de jour en jour. Comment en sommes nous arrivés là ?

Des flashes en provenance de tous les médias parmi les nombreux dont nous sommes abreuvés tous les jours, se représentent à notre mémoire. Ils concernent le pétrole, notre principale source d'énergie, dont les réserves s'épuisent et les matières premières, tous chers, très chers, puis redevenus temporairement abordables avec la crise financière.

Allez comprendre, on nous dit que c'était les spéculateurs qui faisaient monter les prix. Avec les matières agricoles, c'était la même chose avec en plus les émeutes de la faim dans les pays émergents. Mais les prix chez les distributeurs de l'alimentation n'ont pas diminué.

Et il ne faut pas oublier le problème climatique, celui de l'eau potable et celui de la vraie pénurie alimentaire qui nous attendent. Les nouvelles récentes nous confirment que les prévisions les plus pessimistes en matière de climat étaient en fait optimistes. Le climat se dégrade beaucoup plus vite qu'attendu.

Entre les problèmes quotidiens de la vie, celui prenant du coût de la vie toujours plus cher et les nouvelles mondiales concernant la dégradation et l'exploitation outrancière de notre planète, la débâcle financière et maintenant la récession de l'économie réelle, notre esprit s'embourbe et demande un peu de clarté.

Il ne s'agit pas d'une faute de parcours, c'est beaucoup plus grave parce qu'une autre donne (pour se refaire) ne sera pas possible.

Nous voici arrivés donc à un grand tournant de l'histoire de l'humanité qui nécessite un éclairage particulier.

Il s'agit de mettre en lumière les quelques principaux facteurs qui nous ont portés à ce tournant avec un regard lucide et sans arrière pensée idéologique.

En effet, derrière des systèmes économiques et/ou politiques soi-disant différents se sont cachés en réalité les mêmes sentiments humains de puissance et de domination.

A ce tournant de l'histoire humaine il faudra un effort particulier de chacun pour le bien commun et tourner ainsi définitivement le dos à ce qui peut être appelé l'enfance et l'adolescence de l'humanité.

Une attitude adulte de la part de tous est nécessaire pour surmonter et dépasser ces défis en essayant de limiter les dégâts.

En effet il faut se méfier de cette attitude enfantine qui consiste à se reposer sur un homme providentiel.

Cela ne doit pas nous empêcher, même si les cimetières sont pleins de personnalités jugées ou auto jugées indispensables, de se passer d'hommes ou de femmes de l'envergure de Leonardo da Vinci, Dante Alighieri, Galileo Galilei, Isaac Newton, Mahatma Gandhi, Sigmund Freud, Marie Curie, Louis Pasteur, Albert Einstein, Nicolas Tesla, Norbert Wiener et j'en passe.

Je crois fermement qu'aujourd'hui, avec plus de 6 milliards d'humains, il doit exister beaucoup d'hommes ou de femmes de cette qualité mais que les circonstances dues essentiellement à des barrages d'origines humaines comme la pauvreté, la jalousie ou autres injustices les empêchent de se révéler, en premier, à eux-mêmes. L'humanité perd ainsi des richesses qui lui permettraient d'évoluer plus rapidement.

La mise en valeurs des qualités de ses membres est le signe de maturité d'une société. Or, ce n'est pas le cas aujourd'hui et nous avons encore beaucoup de chemin à faire.

Après cette digression, peut être pas inutile, revenons à ce qui nous préoccupe.

Une vision d'avenir respectueuse de l'individu

dans un cadre de bien commun

Le but de cet essai est de proposer les pièces principales du puzzle de l'avenir. Beaucoup de pièces existent déjà. La difficulté consiste à en faire une synthèse et à en faire ressortir celles qui permettent de donner au puzzle une idée de l'image finale. C'est le but que je veux atteindre et il sera atteint dans la mesure où chaque lecteur concerné pourra y insérer ses pièces dans la vision d'avenir respectueuse de l'individu dans un cadre de bien commun.

Avant d'arriver à ce point, il est important de faire un cheminement concernant les systèmes économiques qui ont accompagné le monde économique en particulier industriel depuis quasiment un siècle et surtout après la deuxième guerre mondiale.

Le facteur démographique a pris rapidement une ampleur telle, qu'il nous a précipité trop vite dans le désastre écologique planétaire actuel. Malheureusement, ce dernier a été totalement sous estimé et ce malgré les avertissements de René Dumont¹, avec son verre d'eau et sa pomme, lors de sa campagne présidentielle en 1974.

L'approche des deux systèmes économiques (le capitalisme et le communisme) ne sera pas technique, nous allons l'aborder du point de vue d'un citoyen lambda occidental. Il ne connaît pas les arcanes techniques mais il en subit tous les jours les conséquences. Par contre, ce qu'il a intériorisé c'est une idée de base et ses dogmes attachés.

¹ René Dumont (1904 – 2001), ingénieur agronome, s'est présenté à l'élection présidentielle en 1974, il a surpris les Français en se montrant à la [télévision](#) avec une [pomme](#) et un verre d'[eau](#), pour leur expliquer avec des mots tout simples combien ces ressources étaient précieuses et en péril.

Remettre tout en question si nous voulons nous projeter dans l'avenir

Souvent ces dogmes ont perdu tout sens mais ils continuent à sévir. Il est important, aujourd'hui, de remettre tout en question si nous voulons nous projeter dans l'avenir. Pour clarifier ce propos, un exemple est souvent plus parlant qu'un long discours.

« Pendant quarante années, les malades d'arthrose furent condamnés à garder le lit, chaque spécialiste cherchant remèdes, positions pour soulager le mal. La remise en cause du dogme « garder le lit » porta à une autre vision qui permit d'améliorer le traitement de cette maladie. Aujourd'hui nous savons qu'il faut bouger pour soulager les articulations autrement elles s'ankylosent de plus en plus. Un regard neuf remettant en cause le dogme a permis de changer la vie de nombreux malades. »

Avant d'aborder ce regard de citoyen lambda sur les deux systèmes économiques, il est important de faire la remarque suivante. Chaque système présente des contradictions et en particulier une celle interne à chacun. Par le passé, de nombreux auteurs ont rapidement, sans trop s'émouvoir ou insister pour comprendre cette contradiction interne, commenté comme étant la différence entre théorie et application ou mieux encore entre idéologie et régime.

C'est effectivement au siècle dernier qu'au niveau mondial, deux systèmes économiques, le communisme et le capitalisme, ont divisé le monde et sont entrés en compétition. Pour l'un la « dictature du prolétariat » était sa base philosophique, l'autre voulait donner de plus en plus d'espace à l'initiative individuelle à la place des réponses collectives données aux besoins sociaux. Il voulut réduire les réponses collectives à néant ou presque.

Un capitalisme avec l'individualisme en exergue

Cette compétition économique a duré un peu plus d'un demi siècle et le système communiste soviétique a perdu la confrontation en 1989. Cette faillite déclarée redonnait un éclat de vainqueur au capitalisme avec l'individualisme en exergue et défiait ses valeurs phares : le marché, la maximisation du profit et la création de valeur pour l'actionnaire.

Dorénavant, seul système économique sur la planète, le capitalisme a pu déployer toutes grandes ses ailes et nous fournir ainsi le résultat de ses contradictions profondes après quelques soubresauts annonciateurs.

Aujourd'hui, c'est une faillite totale - il faut le dire très fort - de ce système économique, même si aujourd'hui les élites dirigeantes de tous les pays veulent sauver coûte que coûte le système avec des centaines et milliers de milliards d'équivalents US dollars.

Avant d'entrer plus avant dans des considérations spécifiques des deux systèmes, essentiellement par rapport au vécu quotidien du citoyen lambda occidental, je veux introduire ici trois réflexions sur les similitudes les concernant.

L'esprit d'inconscience

L'esprit d'infinitude des ressources en est une.

Jamais, malgré les crises précédentes et pétrolières en particulier, le fait que notre monde fini ne puisse tolérer des productions infinies, n'a effleuré la mentalité des chantres de ces systèmes.

La sous-estimation de l'impact démographique en est une autre.

Jamais, malgré l'explosion démographique depuis la moitié du siècle dernier, le sentiment que l'homme est devenu le plus grand prédateur et le plus grand destructeur de l'équilibre naturel n'a effleuré la mentalité des mentors de ces systèmes.

Et dernière, celle de l'homme qui est devenu un loup pour l'homme en est l'autre.

Jamais, au grand jamais, la prise de conscience que l'homme est devenu le plus grand ennemi de l'avenir de son espèce n'a effleuré la mentalité des chantres de ces systèmes.

Au contraire, tous ces mentors, enfermés de plus en plus dans leur tour d'ivoire, se sont crus la seule élite apte à diriger l'humanité.

Chaque système a eu son élite qui s'est transformée au fil du temps en caste quasi intouchable et auto génératrice par népotisme.

Ces castes sont le facteur fondamental qui a œuvré à provoquer la faillite des deux systèmes.

La recherche du pouvoir, avec les avantages y attachés, dans les rouages du parti unique a été le moteur essentiel dans le fonctionnement du système communiste très centralisateur.

La volonté de puissance et l'appât du gain ont été les deux moteurs synchrones qui ont favorisé le fonctionnement du système capitaliste plus décentralisé et qui lui ont permis de gagner la compétition.

L'exploitation de la majorité par une élite minoritaire

En réalité, en sous-jacent, les deux systèmes portent en eux le même défaut, la même tare, le même vice : l'exploitation consciente ou non, par une minorité d'une majorité de personnes certes sous des formes différentes et de manière plus ou moins pernicieuse.

Souvent partis d'idées d'ordre, de justice, de générosités plus ou moins altruistes, certaines furent trahies dès le départ.

Il faut revenir à ces sources pour cueillir les tenants et voir ainsi la dérive des aboutissants.

Est-ce que ces dérives sont inéluctables dans l'histoire des hommes ?

A en croire la Bible oui : pour les corriger elle préconisait de repartir à zéro tous les jubilés (50 ans).

Le jubilé consistait à redistribuer équitablement la richesse de l'époque : les terres entre tous les membres de la tribu lesquelles à la suite des aléas de la vie et de la nature s'étaient concentrées en quelques mains.

Avec les guerres, les catastrophes naturelles, les épidémies, cette « redistribution volontaire » ne s'estait jamais faite, mais aussi à cause de la résistance de ceux qui arguaient que c'était par leur travail qu'ils avaient pu accumuler leur richesse, sans oublier que cette dernière était considérée la récompense des dieux à leur fidèle serviteur.

Ces arguments n'ont pas pris de rides, ils sont encore d'actualité.



Q/R B -- Cela veut-il dire qu'il faudra, dans tout nouveau système de société, y programmer une phase de remise à zéro de type jubilé ? Si oui, quoi et comment ? Si non, pourquoi pas ?

Une remise à zéro totale ne peut avoir lieu qu'avec une révolution « genre soviétique ». Est-elle nécessaire ? Non, mais un ajustement oui, si la maturité d'une société introduisait des limites vers le bas et le haut des revenus et des richesses. La fixation des limites est la grande difficulté et tout dépend de la « valeur entraînant » de l'ensemble de la société. Le bas peut être de « l'assistancialisme », de la démagogie (se rappeler la distribution du pain et des jeux à la plèbe au temps de l'empire de Rome). Considérer que chaque être humain a droit à un certain revenu qui lui garantisse un minimum vital peut être un bien, une valeur si cela le porte positivement à développer sa vie (pour cela l'environnement social « la valeur entraînant » est « importantissime » autrement nous entrons dans Rome et ses dérives). Si la société est adulte, mature, nous avons de grandes chances que cela ne se produise pas aussi parce qu'il y aurait la limite vers le haut qui empêcherait les individus désirant le pouvoir d'entrer dans la démagogie de Rome avec la distribution gratuite du pain et des jeux par manque de moyens personnels. La fixation vers le haut, certes, peut empêcher de « grandes » individualités de faire des « miracles », mais comme dit dans la (Q/R : A)², la richesse provenant de la découverte des talents compense largement ces « grandes » individualités lesquelles ont eu besoin de caractère autoritaire pour s'affirmer avec toutes les dérives que cela comporte. La limite vers le haut doit prendre en considération les concentrations de richesse par la famille ou les proches.

² Les encadrés concernant les questions/réponses sont référencés de A à H

Après avoir abordé avec un regard de citoyen les deux systèmes économiques jusqu'à la faillite du communisme en 1989, nous allons regarder les débordements du capitalisme jusqu'à sa faillite d'aujourd'hui.

C'est par la suite que nous allons aborder le puzzle de l'avenir pour finalement y introduire une vision lointaine plus utopique.

Finalement, en guise de conclusion, quelques augures pour un lendemain moins catastrophique et porteur d'avenir pour nos enfants et petits enfants.



Les systèmes économiques

Le système communiste soviétique

Souvent le chemin le plus court pour présenter une situation est soit un exemple soit une expérience. Cette dernière est ici privilégiée.

Au début des années septante, j'ai eu l'occasion de faire partie d'une équipe chargée d'évaluer techniquement une entreprise dans le cadre d'une possible cession d'un « know how » concernant la production d'un fil synthétique textile, en l'espèce « nylon 6 ». Le partenariat devait concerner une multinationale italienne et un pays dit de l'Est, la Hongrie. L'usine était située près de la frontière slovaque. Le groupe d'évaluation était composé de techniciens de la filiale française du groupe italien. La Hongrie était retenue un pays évolué économiquement parmi ceux au-delà du rideau de fer. Cette mission nous a permis d'entrer en contact direct avec les travailleurs de l'établissement. Nous avions une interprète hongroise qui parlait l'italien, mais nous avons aussi rencontré des personnes qui parlaient français parce qu'elles avaient travaillé, dans leur jeunesse, un certain temps en France. L'entreprise hongroise avait acquis le matériel de production en Allemagne de l'Ouest. L'aura de la technologie allemande était intouchable. Mais nous nous sommes vite aperçus que la technologie vendue était dépassée.

Cet établissement qui employait environ mille personnes comme la filiale française du groupe italien, a permis ainsi de comparer rapidement le différentiel de productivité. Il produisait que du fil textile « nylon 6 » qui était, en tonnage, la moitié de la production de l'entreprise française laquelle produisait en outre du fil industriel « nylon 6 » correspondant environ à la moitié du tonnage en fil textile et aussi du fil textile polyester pour le même tonnage que le « nylon 6 » textile. Cette différence de productivité n'était pas due exclusivement au matériel obsolète vendu par les allemands.

L'entreprise hongroise se plaignait aussi du manque de personnel, effectivement beaucoup de travailleurs faisaient la navette depuis la Slovaquie. En plus de ces différences en quantité, la qualité était exécrable ce qui justifiait en partie ce gap de production. La qualité du fil produit était classée sur base d'un tissu issu d'échantillons prélevés sur la production de fil et l'unité de mesure était le « nombre de trous au mètre carré constatés ».

Des liens de sympathie se sont noués avec le personnel et en particulier avec les ingénieurs et cadres de l'entreprise. Ceci a permis de dépasser l'officiel et de recevoir beaucoup de confidences.

Le « paradis rouge »

J'ai pu constater que le travail effectif pour la plupart des travailleurs était entre deux ou trois heures par jour. Le reste du temps des huit heures journalières était partagé entre les pauses pour le café, pour cuire et manger des saucisses et les repos sur les sacs de rebus de production. Dans un sens, c'était le « paradis rouge ».

Tout le monde, dans le système communiste, devait avoir un travail, un logement, pouvoir faire des études si les aptitudes de la personne le permettaient. Mais aucune initiative individuelle n'était permise, à la rigueur elle pouvait être accueillie par le parti mais quant à sa mise en œuvre, elle n'était pas certaine.

Beaucoup de cadres et ingénieurs se morfondaient de ne pas pouvoir améliorer la productivité en apportant les modifications nécessaires. Effectivement, les postes de prise de décision à l'intérieur de l'entreprise étaient accaparés par des responsables politiques lesquels par peur (de se « tromper » en bien ou en mal) se figeaient dans l'immobilisme.

La gangrène de l'incompétence

Le monde de cette entreprise était gangrené par l'incompétence notoire de la direction. Dans la réunion finale qui s'est tenue dans une datcha, la direction et les organes ministériels nous ont demandé quel catalyseur spécial nous utilisions pour produire le « nylon 6 ». Convaincus que là résidait le secret qui leur aurait permis de produire sans problème. Nous leur avons répondu que le catalyseur était connu et de domaine public. Ils ne nous ont pas crus.

Ces dirigeants politiques n'avaient rien compris. Le savoir faire est un processus certes, mais avec une foule de détails qui fait toute la différence. Il requiert de la compétence à tous les niveaux de la production.

C'est ainsi que les bons éléments de cette entreprise se soulageaient dans la boisson.

Stakhanovisme : mythe inutile

C'est ce blocage politique qui n'a jamais permis à ce système économique d'augmenter sa productivité pour que toute sa population en bénéficie suffisamment et qui a donc précipité sa chute dans la compétition avec le système capitaliste.

Pour ne pas perdre de son pouvoir, la minorité aux commandes a bloqué toute initiative des autres membres de la collectivité, qui se sont « laissés aller » en n'en faisant le moins possible.

Avec le mythe du stakhanovisme, les dirigeants avaient essayé de corriger cela sans succès.

Par contre dans un secteur de pointe, ils ont eu du succès parce qu'ils donnèrent « main libre » aux scientifiques et techniciens. Ce fut avec le succès spatial qu'ils purent donner un éclat au système.

Comme déjà avancé dans l'introduction, l'aspect écologique a été complètement occulté par le système communiste.



Le système capitaliste jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989

C'est grâce à la proximité de ce compétiteur idéologique puissant que le système capitaliste européen put renaître plus facilement après la deuxième guerre mondiale. Cette renaissance se fit dans un environnement keynésien, avec un Etat très présent dans l'économie, qui se renforçait très fortement grâce à l'appui des Etats-Unis par l'intermédiaire du plan Marshall.

Il s'agissait de remettre à un niveau de bien-être des millions de gens manquant de quasiment tout. L'Etat, patron d'entreprises, faisait encore le social en innovant et en ouvrant le chemin à l'octroi d'avantages sociaux.

De plus il fallait couper l'herbe sous les pieds à des mouvements qui risquaient de provoquer un basculement du pays dans le giron communiste.

La peur de voir les investissements privés nationalisés faisait du risque « pays » une donnée très sensible.

Ce n'était pas tout à fait la même situation aux Etats-Unis, comme j'ai pu le constater lors d'une mission en Californie.

Elle concernait une réclamation sur la qualité d'une très importante quantité de marchandise de fil polyester texturé, livrée à un fabricant californien de tricot.

En réalité, le but poursuivi était autre. Il s'agissait d'avoir une remise sur le prix de la marchandise. Effectivement, il y avait eu un emballement des prix en relation avec la guerre de 1973 au Moyen Orient. Le prix du pétrole étant retombé par la suite, les stocks achetés au prix fort s'étaient dévalués. (Le pétrole est la matière première principale du fil textile synthétique en particulier du polyester)

Notre mission n'était que technique, mais elle devait servir de base à la négociation commerciale.

Cette mission m'a permis de voir un aspect du capitalisme plus pur et dur que celui en vigueur en Europe et aussi de connaître certaines particularités concernant la Californie.

La production dans l'entreprise était effectuée essentiellement par des mexicains immigrés clandestinement et surveillés par des gardiens armés que nous vîmes à chaque ouverture de l'entreprise vers l'extérieur. C'était un système productif fortement sécurisé lequel à l'époque aurait été impensable en Europe. Aujourd'hui, nous pouvons dire qu'il était précurseur de ce que nous voyons aujourd'hui de plus en plus.

Une employée d'origine allemande nous a dit qu'elle épargnait pour pouvoir retourner dans son pays. Cette vie de compétitivité exacerbée lui était insupportable. Ce pays soumis à la mentalité du « Far West », de l'individualisme exacerbé et construit uniquement pour les plus forts selon l'adage « le gagnant emporte tout », l'avait déstabilisée totalement. Il est vrai que ce pays, à la taille d'un continent, présente de fortes disparités sociétales, surtout entre un libéralisme économique forcené et un puritanisme sectaire remontant aux débuts de la colonisation.

Ici le contact est directement avec le patron. Comme par hasard ce fut un ex immigré hongrois, qui possédait aussi d'autres entreprises au Venezuela. C'était un self man made « pur-sang », son but, son « mètre » étaient de gagner de l'argent de toutes les façons.

Notre guide, qui était également chauffeur et commis personnel du patron et qui encaissait pour lui aussi des loyers, ne le portait pas dans son coeur.

Son numéro deux, un américain de lointaine origine sicilienne, nous informa que son patron était très irritable et que, dans ses moments de colère, il n'écoutait plus. Nous avons eu effectivement l'occasion de nous en rendre compte de son caractère colérique et de tester son système de sécurité. Nous avons pris des échantillons pour les examiner

à l'hôtel puisque le jour suivant l'entreprise ne nous était pas accessible. Il devait recevoir une visite importante en relation avec des tensions au Moyen-Orient. Tout était excessif : la colère et le système de sécurité. Nous avons vite compris que pour nous c'était un autre monde. Nous avons donc été heureux de repartir en Europe tout en emportant avec nous le souvenir inoubliable des visites de Disneyland et d'Hollywood. Cette expression du capitalisme à la dure se révèle avec le décalage des années avoir envahie petit à petit l'Europe et la planète entière, en se gardant toutefois de trop généraliser. En effet, certains secteurs économiques sont plus atteints que d'autres.

Le manque du « quasi tout » a offert un potentiel de croissance énorme

Avec la fin de la deuxième guerre mondiale, l'Europe, sortie détruite et exsangue, était affamée de bien-être. Débutaient alors les fameuses « trente glorieuses » avec des syndicats forts et souvent la présence d'un fort parti communiste dans certains Etats allait de pair.

Nous savons que la plus-value, générée par les entreprises, est divisée entre trois intervenants : l'Etat, les salariés et les actionnaires. Or, d'année en année, jusqu'à la fin des années septante, la part des actionnaires s'est réduite jusqu'à portion congrue. Dans certains pays, il y a eu même une prise de pouvoir larvée par les syndicats au sein de l'entreprise.

On a assisté même à une certaine démocratisation de la richesse avec le développement du tourisme, les vacances exotiques et l'achat de biens de luxe pour le prestige individuel dans presque toutes les couches sociales.

Une « petite » croissance due au « simple » remplacement des biens durables

L'ajustement par l'augmentation des prix de cette mauvaise répartition de la plus-value pour les actionnaires n'a pas donné les résultats escomptés et l'inflation devenait plutôt un problème.

Fortement aidé par le progrès technologique, le capitalisme avait réussi l'exploit de fournir en biens durables comme les électroménagers et l'automobile et ce, seulement en quelques années, les ménages fortement dépourvus. Or, après la saturation du marché, quand est arrivé le moment que l'activité productive se composait essentiellement de celle de remplacement des biens usagés, la croissance a logiquement commencé à s'essouffler.

Même avec le passage de la réclame à la publicité qui introduisait les biens de prestige au lieu des biens classiques et qui réussissait même à créer des besoins superflus, il a été impossible de remplacer la croissance générée par le manque initial en biens durables.



Q/R G -- Quelques précisions sur le rôle de la publicité ?

Ma « révélation », c'est vers 16 ans que je l'ai eue, juste un peu avant mai 68. Je m'étais mis jusque-là dans une sorte d'opposition à la publicité. Mais je me suis aperçu que l'opposition (résistance) systématique n'empêchait pas de ne pas être contaminé par la publicité faite « à travers » celle du produit. L'opposition sous cette forme « primaire » était une sorte de retour « aux moutons du Larzac ». La publicité introduisait d'une manière plus sournoise une adhésion à un style de vie, à une manière de réfléchir mettant l'apparence en exergue et en faisant adopter le consumérisme comme le graal du bonheur. Cette « révélation » est restée en moi, même si je me suis plié à l'ambiance générale surtout si on « rentre » avec le mariage et les enfants dans la société « euphorique » après la crise de mai 68. « Accaparé et enfermé » ensuite par les changements économiques, mes reconversions professionnelles, la charge familiale, le temps est passé. De toute façon, seul on ne peut pas changer le monde ou alors on prêche, c'est le cas de le dire, dans le désert comme Ivan Illich. Il faut s'armer de patience et attendre que le temps fasse son œuvre et apporte sur le long terme les contradictions du système afin que les mentalités puissent prendre conscience de la « mauvaise » direction qu'elles ont prise. Il est clair que pour « transporter » toute une société humaine avec ses « anciennes » valeurs pour en faire une société composée que de consommateurs, il a fallu faire, utilisons le terme de la dernière guerre mondiale, de la propagande à outrance, la nourrir avec des idées et des modes de pensée qui flattent les « bas instincts humains », c'est-à-dire « faire monter le bas et disqualifier le haut » de l'échelle des valeurs humaines pour la mettre au service du veau d'or : le « make money ». Ce fut une opération de longue haleine qui correspond plus ou moins à ces cinquante années « bibliques ».

C'était la fameuse crise dite des débouchés (saturation des marchés). En cause les marchés dits solvables qui n'étaient pas extensibles. Il a fallu innover de plus en plus même dans l'emballage, mais le potentiel de croissance de l'après guerre ne fut plus jamais atteint.

Commençait alors un chômage endémique qui fit « le lit » à des analyses diverses en le classifiant principalement soit de conjoncturel, soit de structurel, soit de technologique.

Alimenté par la technologie qui évoluait rapidement, on parla beaucoup d'obsolescence du matériel productif, et du besoin en main d'œuvre qualifiée en fonction de l'innovation technique. Cet aspect du chômage d'ajustement n'était certes pas négligeable, mais insuffisant à expliquer exhaustivement le chômage.

Une surcapacité de production

Tout cela permis d'échafauder des analyses sophistiquées pour trouver un ajustement possible entre offre et demande. Mais l'idée même d'une possibilité de surproduction « permanente » avec un chômage important n'était pas concevable. Même le robot disait-on aura besoin de main d'œuvre pour la surveillance et la maintenance.

Un répit provisoire au chômage, l'adaptation de l'outil industriel au consumérisme

Le fait qu'il fallait changer l'outil industriel lourd pour l'adapter à la nouvelle phase de consommation dite consumériste, donna des phases de répit au chômage. En même temps, ceci redonnait au capital privé la facilité de revoir, en sa faveur, sa rémunération.

Quelques fois la fermeture d'entreprises n'était pas liée seulement au changement technologique, mais dessus se greffait la possibilité de mettre une fin aux avantages sociaux jugés exorbitants et elle pouvait ainsi servir d'exemple aux autres salariés.

Le « territoire pénalisé », après un certain temps, pouvait retrouver un certain essor économique mais à d'autres conditions sociales.

Le « bon chemin » pour le partage de la plus-value générée

C'était donc une mise au pas des régions ayant acquis grâce à de longues luttes syndicales des avantages sociaux jugés par le capitalisme inadéquats dans le partage de la plus-value. Ce dernier devait retrouver le « bon chemin », celui en faveur des actionnaires.

Pour justifier cette main mise des actionnaires sur la plus-value générée, le capitalisme invoquait le besoin d'autofinancement pour le nécessaire développement économique. Pour en accaparer d'avantage de 'plus-value', le capitalisme voulut et obtint de l'élargir à celle « produite » par les secteurs publics avec la privatisation. Il intervint aussi sur la part des salariés comme déjà dit ci-dessus et sur celle de l'Etat avec la réduction continue de l'impôt des sociétés.

Laissant le fordisme au passé, le capitalisme laissa à l'Etat les problèmes du chômage et d'aide sociale, de la dette et du budget de la nation. Une vraie rupture s'installa entre intérêt privé et public.

Entre-temps, le capitalisme se concentra exclusivement sur la manière d'accaparer le maximum possible de la plus-value générée, opération qui atteindra le summum de nos jours avec la « philosophie » de la création de valeur pour l'actionnaire, les dividendes pharaoniques versés et les rémunérations extravagantes des hauts dirigeants avant que tout ne s'écroule avec la crise actuelle.

Le capitalisme trouve ses chevaliers servants

Ce capitalisme trouva ses champions dans le président Ronald Reagan et le premier ministre anglais Margaret Thatcher. Issus tous deux de la petite classe moyenne, ils connaissent bien la façon de faire pour casser la résistance au changement des syndicats et des salariés. Comme dit le proverbe : « On n'est jamais mieux trahi que par les siens ».

Tous deux « fortement convaincus » que l'initiative privée était seule capable d'apporter la richesse efficacement et à moindre coût, vont favoriser de toutes leurs forces ce changement.

Ronald Reagan dira même : « l'État n'est pas la solution à nos problèmes. L'État est le problème ».

Margaret Thatcher dira avec plus de nuances : « Notre politique n'est pas fondée sur la jalousie ou sur la haine, mais sur la liberté individuelle de l'homme ou de la femme. Nous ne voulons pas interdire le succès et la réussite, nous voulons encourager le dynamisme et l'initiative. En 1940, ce n'est pas l'appel à la nationalisation qui a poussé notre pays à combattre le totalitarisme, c'est l'appel de la liberté. ».

Ronald Reagan relancera la course aux armements ce qui précipitera la chute du système communiste incapable de suivre économiquement. Les deux personnalités épousèrent la thèse ultralibérale de Milton Friedman (fondateur de l'école de Chicago) avec en toile de fond Friedrich Hayek.

Une critique pertinente de nos indicateurs de richesse et un cri d'alarme pour la nature

Il est juste de rappeler que le 18 mars 1968, à l'université du Kansas, Robert Kennedy, avant d'être assassiné, fit dans son discours une critique très pertinente sur le faux mirage des indicateurs boursiers, sur la fausse mesure de la richesse nationale (PIB) qui comptabilise tout, les réparations des accidents et catastrophes et y inclut aussi les conséquences des nuisances de toutes sortes. Critique restée vaine comme le cri d'alarme de René Dumont pour la nature lors de la campagne présidentielle en 1974 et qui nous reviennent aujourd'hui nous interpeller en force.

C'est avec la chute du mur de Berlin que le capitalisme, vainqueur de la confrontation économique, et sans plus aucun rival va pouvoir s'épanouir dans sa thèse la plus extrême : l'ultralibéralisme.



Le système capitaliste ultralibéral après la chute du mur de Berlin en 1989

Un appauvrissement pour l'humanité : la pensée unique

Comme l'avait dit l'abbé Pierre, la chute du système communiste était un appauvrissement pour l'humanité, le champ de l'économie reposant désormais sur la pensée unique en terme économique et aussi politique.

Aujourd'hui nous pouvons le constater : sans concurrent pour empêcher les excès le système capitaliste nous livre une crise financière et économique hors du commun, après celle de la bulle Internet en mars 2000. A l'époque, le « feu boursier » fût rapidement éteint grâce aux liquidités bon marché mise à disposition par les banques centrales avec la Federal Reserve en tête qui menait le train sous la conduite d'Alan Greenspan.

Une course à l'enrichissement personnel sans limite pour quelques uns

C'est le cas de le dire : les « chiens ont été lâchés » pour la course à l'enrichissement individuel laquelle grâce à la folie ultralibérale, « pleine » de conflits d'intérêt et d'autres abus, se propageait quasiment à toute la planète.

Cette folie se retrouve en exergue dans les accumulations de richesses vertigineuses pour quelques uns et dans les rémunérations annuelles stratosphériques de certains dirigeants, de l'ordre de dix neuf mille fois le salaire moyen américain pour les 50 plus gros fonds spéculatifs (en 2007).³

Il est curieux de constater que les salaires des hauts dirigeants ne semblent pas connaître d'écarts au niveau mondial, ils se sont globalisés, un peu comme les prix de la nuitée dans les chaînes internationales d'hôtels.

Ce n'est pas le cas des salariés qui se font concurrence à l'échelle locale, régionale, nationale et mondiale.

Ces quelques remarques nous permettent de nous poser la question : « comment en sommes nous arrivés à ce stade sans réagir ? ».

Il faut repartir de la chute du système économique communiste et en distinguer principalement deux périodes. La séparation des deux périodes peut être située autour de 2000/2001, avec la fin d'une folie, celle de la bulle Internet en 2000, et la prémisse pour l'autre, celle de la bulle du crédit qui est à l'origine de la crise financière et économique actuelle, grâce au robinet des liquidités bon marché resté ouvert et l'entrée en 2001 de la Chine dans l'Organisation Mondiale du Commerce (O.M.C.).

Si l'année 1989 avec la chute du mur de Berlin marque la fin du système communiste, elle marque aussi le début de la dernière phase pour le

capitalisme. Celle de la gestation d'un capitalisme débridé se béatifiant tous les jours jusqu'à la bêtise.

Sans plus aucune entrave, ce capitalisme devient de plus en plus décomplexé, vis-à-vis de la richesse, de son accumulation et de son ostentation. Sans vergogne, il s'exprime même : « Tout le monde a une Rolex. Si à 50 ans on n'a pas une Rolex, on a quand même raté sa vie ».



³ FairEconomy.org a publié en août 2008 l'édition 2008 de son étude sur le salaire des dirigeants d'entreprises aux USA (according to an Associated Press survey of S&P500 firms). Leur salaire moyen est de 10 millions de dollars, soit 344 fois le salaire médian et 866 fois le salaire minimum. Le revenu moyen des 50 dirigeants de fonds spéculatifs et de private equity les mieux payés était en 2007 de 588 millions, soit 19 000 fois le salaire moyen.

Le système capitaliste ultralibéral après la chute du mur de Berlin -- Première période

Une privatisation d'envergure faite tambour battant

Dans cette première période, l'étape qui a marqué le plus les esprits, a été la privatisation de l'économie soviétique faite tambour battant avec l'aide des fameux « Chicago boys »⁴. La privatisation de l'économie s'est faite d'abord au profit des apparatchiks de l'ancien régime.

L'inflation y devint galopante. Le ciel tomba sur la tête du citoyen lambda de l'ex empire soviétique. Ce qui a frappé, c'était l'apathie de ces populations. Elles étaient comme tétanisées.

La « thérapie de choc » infligée à l'économie soviétique a provoqué un accroissement du taux de mortalité en Russie de 13% (plus de trois millions de russes seraient morts durant cette période, selon les Nations Unies). A cause de la pauvreté l'espérance de vie en Russie aurait diminué de 5 ans entre 1991 et 1994.

L'avidité, le désir de s'enrichir à n'importe quel prix, était sans limite et sans vergogne

Le quotidien britannique «The Observer» écrivait à l'époque où Eltsine était encore au pouvoir : «Aucun autre pays n'a jamais vécu de privatisation de cette envergure. L'avidité, le désir de s'enrichir à n'importe quel prix, était sans limite. Les gens au pouvoir considéraient cette puissance comme un moyen de s'enrichir directement et sans vergogne.»

La Russie est alors devenue le «modèle» rêvé des néo-libéraux occidentaux. Ce n'est pas pour rien que les «Chicago boys», comme l'a expliqué l'ancien ministre allemand des affaires sociales, M. Norbert Blum⁵, ont parrainé si résolument l'évolution de l'économie russe post-soviétique.

4 Les „Chicago boys“ sont des économistes formés à l’université de Chicago selon la doctrine économique de Milton Friedman

5 Dans les colonnes (Horizons et débats du 19 mars 2007)

Des populations tétanisées face à l'inéluctable système économique triomphateur

Cette tétanisation fut comme une marque de fabrique pour quasiment toute l'humanité qui accepta petit à petit comme inéluctable l'évolution de ce système capitaliste glorifié et « triomphateur ».

Les vitrines de l'Occident illuminées, pleines à craquer de marchandises, étaient offertes par médias interposés, à la solde des puissants conquérants, à ces nouvelles populations désespérées.

Le nouveau système avec ses promesses d'un futur bien-être matériel devait être accepté comme inéluctable.

La fin de l'Etat providence et de l'économie mixte -- La panacée de la dérégulation

Pendant que ces peuples de l'ex empire soviétique avec abnégation attendaient ce futur meilleur, l'Europe continentale enregistrait la fin de l'Etat providence et de l'économie mixte.

De manière accélérée, la période dite « de dérégulation » particulièrement en matière sociale, de contrôle sanitaire et de la finance continua son chemin.

Sur l'individu, le citoyen lambda, tombaient toutes sortes de responsabilités et de peurs.

Le salarié allait être considéré de plus en plus comme un indépendant qui vend ses aptitudes et qualifications à une entreprise.

Des exemples concrets existent en Europe, des salariés ont été obligés d'accepter cet arrangement (prendre le statut d'indépendant) par peur de ne plus avoir de travail.

L'outil industriel a été sécurisé avec le plus petit nombre possible de salariés absolument nécessaires.

Les autres ont été mis à la solde comme indépendant avec un contrat annuel soi-disant renouvelable. En cas de maladie, les conséquences seront pour leur « pomme ». Ne sont-ils pas des adultes ?

Ne doivent-ils pas savoir gérer leur vie professionnelle, prendre les dispositions nécessaires – et les assurances privées existent n'est ce pas ? S'ils ne peuvent pas se les offrir, c'est leur problème.



Q/R F -- Un des premiers mots de cet essai est « peur » - il est évoqué ailleurs aussi (l'insécurité aussi). Les citoyens sont harcelés par le système piloté par les maîtres du système. Ne doit-on pas avoir peur ? Pourquoi ?

Rien de mieux que les peurs pour que le « tyran » puisse continuer à « régner ». La peur se nourrit de l'ignorance, mettre de la lumière, c'est-à-dire démonter les rouages qui alimentent les peurs permet alors de les surmonter. Si nous prenions conscience qu'aujourd'hui nous avons les instruments technologiques pour changer le monde en beaucoup mieux, alors les peurs peuvent être surmontées, surtout si on n'est pas seul et désarmé devant ces peurs. Dans la mesure où le « je » devient « nous », alors le ciel s'éclaircit parce que les défis peuvent être vaincus. Se souvenir de la brindille qui se casse facilement, mais mettre ensemble un tas de brindilles alors il est difficile que cet ensemble se casse. Avant la nature était hostile, aujourd'hui nos moyens technologiques nous « permettent » de détruire cette nature. La technologie nous a fait entrer dans un autre « univers » dans lequel la production de richesse n'est plus dépendante de la seule force humaine (et d'une certaine force animale ou naturelle comme le moulin à eau, à vent). La production de richesse peut être quasiment infinie, nous sommes dans un « univers » à somme positive même si la répartition souffre fortement de l'égoïsme humain, mais cela comporte des revers de médaille qu'il faut gérer (la destruction de notre environnement naturel). L'égoïsme et surtout le désir de dominer perpétuent la disparité ancestrale.

Un signe des temps, le titre « chef du personnel » disparaît

Un signe des temps : le chef du personnel devient le responsable des « ressources humaines ». Ceci peut sembler anodin, mais dans la psychologie d'un individu, c'est différent : « ça travaille dans la tête » - « être considéré une ressource à l'instar de l'énergie et des matières premières, cela rabaisse, déconsidère, dévalorise une personne et introduit cette soumission nécessaire pour les affaires mieux que toute autre forme coercitive plus flagrante ».

Dans certaines entreprises, on parle même d'un retour au 19^{ème} siècle dans les rapports entre le patronat et les salariés.

Un leitmotiv : maximisation du profit

par une mise en concurrence externe de presque tous les services de l'entreprise

La maximisation du profit devient un leitmotiv qui entre dans les têtes comme chose naturelle à l'instar de la fameuse « main invisible » d'Adam Smith.

La « grosse » entreprise, amaigrie de ses employés, arrive même à produire sans presque en avoir. Avec la possibilité « d'externalisation », elle a mis en concurrence presque tous ses services avec les entreprises sous traitantes extérieures, sauf ceux retenus essentiels, comme la direction générale « of course », la recherche et développement et la commercialisation.

Le « melting-pot » de l'appareil productif

Montée en puissance de la globalisation

Désormais, presque tout l'appareil productif est devenu un « melting-pot » qui ne tient debout que par des contrats de prestation de services de toutes sortes qui font la fortune des cabinets de juristes et d'avocats. Un exemple : le chemin extravagant parcouru par la pomme de terre pour devenir des chips. Chaque étape du processus est effectuée par une société diverse spécialisée, localisée dans différents pays grâce à un coût de transport en baisse constante.

Cette dislocation de l'entreprise dépasse donc les frontières des Etats au fur et à mesure de la montée en puissance de la globalisation. Elle se mondialise maintenant en fonction d'intérêts de toutes sortes : prix de la main d'œuvre, conditions sociales, fiscalité, bonification d'investissement, contrôles sanitaires et autres et œuvre à la dislocation du tissu social de manière très pernicieuse.

Pot de fer contre pot de terre, le fort impose sa loi.

Une autre facette de cette mondialisation concerne la responsabilité, au niveau de la qualité des produits, qui se dilue au grand malheur du consommateur final qui prie pour ne pas avoir de problèmes lors d'un achat. En revanche, le « sens des responsabilités » est claironné lors de campagnes de rappel de produits savamment orchestrées publicitairement afin de transformer une image potentiellement détériorée en prestige de la marque.



Le citoyen lambda occidental et européen en particulier est soumis à toutes sortes de nouvelles règles parce que présumé personne responsable et compétente dans tous les domaines, capable de juger et de choisir le mieux pour lui et sa famille. Comme il ne peut se payer une ribambelle d'avocats, il est seul face à tous les problèmes de la vie présente et future. Stressé, il participe à gonfler les bénéfices des sociétés pharmaceutiques par la consommation croissante de somnifères, d'anxiolytiques et d'antidépresseurs.

Une situation de guerre économique mondiale

Le support que la collectivité offrait à l'individu n'existe pratiquement plus. Seul face à son destin, il doit « guerroyer » pour la survie quotidienne et son futur incertain. Ne sommes-nous pas dans une guerre économique mondiale ?

Les messages de guerre économique sont relayés quotidiennement par les médias : « marchés à conquérir, être les plus performants, les plus compétitifs, les meilleurs ».

L'échelle de valeurs constamment bouleversée

Pour alléger cette pression, malheureusement distribuée non équitablement, les médias, un peu comme en temps de guerre, diffusent toutes sortes de divertissements : sport, musique et chansons, jeux et rêves, télé réalité, reality shows ou tout autre programme très souvent « béatifiant et bêtifiant » dans les heures de large écoute, bouleversant ainsi constamment l'échelle des valeurs en fonction des événements médiatisés.

Ego et narcissisme dominants pour les « winners »

Le tout est axé sur l'ego et le narcissisme de chacun. La mise en exergue des petits vices et des valeurs infantiles est promue au niveau de valeurs essentielles de la vie, avec des espoirs de starisation et exclusivement de l'émotionnel primaire dans tout évènement. Tout ceci est fait pour atteindre un double but : détourner l'attention de la vie concrète et favoriser le consumérisme effréné par l'effet de compétition entre individus.

Toutes sortes d'échappatoires pour les « losers »

Vivre la vie des autres en se passionnant pour tout évènement les concernant ou même s'isoler dans la rêverie et le virtuel sont des échappatoires très diffuses à côté d'autres plus nocives comme les paradis artificiels.

Lorsque les tensions montent jusqu'à l'insurmontable, les personnes craquent et en arrivent à des actes tristes comme le suicide souvent après avoir enlevé la vie des proches les plus chers.

Pour la majorité : lois et règlements --

pour les privilégiés : liberté quasi absolue

Des règlements et des lois impossibles à respecter pour le citoyen lambda, c'est du connu.

Jésus disait pour les pharisiens : « Ils lient des fardeaux pesants, et les mettent sur les épaules des hommes, mais eux ne veulent même pas les remuer du doigt » et cela est toujours d'actualité.

Tous doivent devenir des investisseurs

Pour alimenter la machine boursière et ficeler les gens au système du Grand Monopoly Mondial, un harcèlement quotidien par les médias a voulu faire de chaque citoyen lambda un investisseur, en particulier dans les sociétés de la nouvelle économie, les fameuses « dot.com ».

Les tirelires ont été cassées, la petite épargne s'est détournée des placements monétaires certes peu risqués mais aussi peu rémunérateurs à bon escient. Toutes ces liquidités sont allées à l'abreuvoir de la bourse pour y être investies surtout dans la partie appelée Internet économie.

Des indices d'inflation biaisés

Ceci a été dirigé et quasiment forcé par des taux d'intérêts maintenus bas par les autorités monétaires sur base d'une inflation soit disant inexistante parce que masquée par toujours plus d'importation de biens des pays émergents surtout asiatiques repris astucieusement dans les indices d'inflation.

Entre-temps, les prix des actifs boursiers montaient presque « jusqu'au ciel » avant que la bourse ne devienne l'abattoir lorsque les sources de liquidités se sont tariées. Les récalcitrants à la bourse, qui avaient finalement franchi le pas en dernier, ont été les plus lésés et souvent quasi délestés de leurs avoirs.

Ceci a marqué la fin de la première période dans ce capitalisme de l'après 1989, sans oublier que le corporatisme s'est développé de plus en plus et souvent en alliance intime avec le conflit d'intérêt et autres collusions de toutes sortes.



Le système capitaliste ultralibéral après la chute du mur de Berlin -- Deuxième période

Le lobbying : nouvelle activité lucrative

Le lobbying est devenu une activité à part entière. Faire le siège des instances politiques pour faire passer dans les lois toutes sortes d'avantages corporatistes est devenu à la mode parce que très lucratif. Le nombre de lobbyistes auprès de la Commission Européenne atteint de nos jours presque le nombre de fonctionnaires européens.

Ceci est-il dû au fameux bug de l'an 2000 ? Il a été dénoncé pendant un jour « seulement » dans les médias, comme l'arnaque du siècle. Le coût au niveau mondial a été estimé entre 500 et 1.000 milliards de USD. Le succès de ce lobbying, par les corporatismes concernés, a donné des « idées » à tous les autres. S'il fallait une confirmation, elle est donnée par l'accroissement des lobbyistes à Washington qui a doublé entre 2000 et 2005.

Entre-temps, la globalisation prônée par tous les bénéficiaires du système économique ultralibéral n'avait pas encore atteint son apogée.

Pour aborder la deuxième et dernière période de ce capitalisme ultralibéral, caractérisé par son aspect financier débridé, je vais vous faire part d'une expérience personnelle. Elle illustre très bien la puissance acquise par le corporatisme en général et en particulier par le secteur financier, auprès des décideurs politiques.

En 1998, j'avais pris conscience que le système financier n'était plus au service de l'économie réelle. À l'époque, je disais qu'il était au service des fortunes acquises. Pendant environ trois années, j'ai essayé de créer une banque faisant le pont entre l'Occident, région des fortunes acquises et le reste du monde en développement par l'intermédiaire d'une activité de micro crédit financée essentiellement grâce à une rémunération « plafonnée » des actionnaires.

Dans cette démarche, j'avais pu approcher un haut fonctionnaire communautaire. Avant l'entretien avec ce fonctionnaire, j'ai pu échanger

quelques mots avec son chef de cabinet. Ce dernier m'a interpellé au sujet de la récente réglementation européenne concernant l'introduction d'une réserve obligatoire à déposer par les banques auprès d'une des banques centrales du système européen « SEBC ». Il arguait que cela causerait une perte très importante de revenu pour les banques.

Cette réserve obligatoire consistait et correspond toujours essentiellement en un pourcentage (2%) sur les dépôts de la clientèle. Elle est toujours rémunérée à un taux très correct et même avantageux comparé à celui que des maisons mères pratiquent souvent avec leurs filiales luxembourgeoises.

Je lui ai donc répondu que le paysage bancaire était diversifié et qu'il fallait relativiser, et que de toutes façons cela ne concernait qu'un petit pourcentage des dépôts clients et de plus il était honnêtement rémunéré.

Cela ne l'a pas apaisé, convaincu de la « gravité » pour le secteur bancaire de cette règle qui limitait ainsi la possibilité de faire du crédit.

Je me suis demandé qui était l'extraterrestre, moi ou lui. Cet épisode est resté enfoui au plus profond de ma mémoire.

Aujourd'hui, ce souvenir se représente à ma mémoire. Ayant observé comme le message de gravité (très exagéré) concernant le règlement était passé, je peux inscrire parfaitement cet exemple dans la constatation de la puissance du lobbying effectué par le secteur financier qui a permis de mettre à la botte de cette corporation les politiques.

La financiarisation de l'économie : de l'argent bon marché et inflation des actifs

La financiarisation de l'économie a été une réalité qui se paye lourdement aujourd'hui. Mais la vraie montée en puissance s'est effectuée après l'éclatement de la bulle Internet, quand les vannes à liquidités bon marché sont restées ouvertes malgré l'extinction de « l'incendie boursier ».

Elles ont été le carburant de toute cette folie économique, renforcées par des règles comptables⁶ qui ont fait fi de toute prudence. De nouveaux produits financiers furent mis au point pour permettre à quasiment toutes les couches de la population de participer au Grand Casino Mondial. Pour continuer à nourrir le moteur de la croissance économique avec le secteur de l'immobilier, des prêts furent accordés avec des conditions d'entrée de plus en plus inexistantes sur des périodes de plus en plus longues, les « vendeurs de crédit » arguant qu'au pire il suffisait de vendre le bien et de faire même un bénéfice avec des prix des biens immobiliers en hausse constante.

Il s'agissait en réalité d'une fuite en avant, le présent s'emparant du futur, le crédit devenant un substitut du manque de revenu des ménages. Faire de la Chine l'atelier du monde a été voulu surtout par l'élite économique dirigeante des USA. Il fallait justifier les intérêts bas maintenus, malgré la sortie de la récession après l'éclatement de la bulle Internet, par une inflation basse. En occident, la partie de la plus-value attribuée aux salariés n'était plus réductible socialement. La fuite en avant s'imposait, avec le crédit à la consommation dévolu même pour les vacances et tout autre évènement familial. Mais cette situation commençait à rendre la vie du citoyen lambda de plus en plus difficile avec le cumul des remboursements des emprunts.

6 à partir de 2004 les sociétés cotées doivent présenter les comptes annuels selon les normes IFRS, le fameux principe de prudence très ancré en « Europe continentale » a été écarté.

Une « certaine » globalisation économique au service du capital

La Chine, comme atelier du monde, était « le bon deal » pour de nombreux motifs parmi lesquels jaillissent les faibles coûts salariaux, une bonne logistique et un gouvernement stable. Il donnait en outre au discours « de globalisation » son aspect « bien pensant » en pointant le réflecteur sur l'accroissement et une meilleure distribution de la richesse mondiale.

Quant au citoyen lambda occidental, l'avantage consistait dans l'importation de biens très bon marché qui lui apportait un pouvoir d'achat supplémentaire pour compenser temporairement le renchérissement des autres dépenses en particulier le remboursement des emprunts.

Quant aux grandes sociétés importatrices, essentiellement des multinationales, cette solution leur permettait d'accaparer encore plus de la plus-value générée. Exemple : sur une paire de chaussures de sport à 100 EUR, la part du salarié chinois n'est elle pas d'environ 1 EUR ?

Cette division des tâches au niveau mondial a aussi permis la financiarisation de l'économie de façon exponentielle. Le secteur bancaire, à qui on avait prédit dans les années 1990 qu'il serait « la prochaine sidérurgie » au niveau emploi, a au contraire grossi de plus en plus tout en faisant des profits de plus en plus mirobolants.

Sans prendre en compte le hors bilan, mais seulement le total bilan des banques, ce dernier a été multiplié par cinq, par dix selon les établissements bancaires entre 2004 et 2007, surtout dans les pays anglo-saxons.

Sur le total des dividendes versés par des sociétés cotées, le total de ceux en provenance du secteur financier passait grosso modo de 4% à 40% en

l'espace de cinq années. Le PIB du Royaume Uni était nourri à hauteur d'environ 30% par le secteur financier.

Appel au futur pour nourrir l'économie d'aujourd'hui

De plus en plus de futur devait ainsi nourrir la « bête financière », toutes formes de crédit de plus en plus sophistiquées étaient inventées, certaines avec des effets de levier considérables pour accroître de manière disproportionnée les profits des prédateurs.

***« Out » l'éthique, « In » le conflit d'intérêt
« Out » le risque, « In » l'insouciance***

Toute éthique des affaires disparaissait pratiquement et le conflit d'intérêt devenait de plus en plus monnaie courante. Des règles financières étaient bafouées quotidiennement. La seule faute sanctionnée était celle d'avoir perdu de l'argent.

Pour les nouveaux crédits, genre « subprime », étaient aussi inventés des produits d'assurance avec des risques et des réserves complètement sous estimés. Les fameux CDS¹ en partant de presque zéro, en cinq ans, ont atteint un total notionnel de plus de 60 000 milliards de USD, chiffre qui correspond à plus ou moins le PIB mondial d'une année.

¹ Credit default swap: espèce de contrat dérivé d'assurance crédit dont la tentative de réglementation par des autorités de contrôle fut écartée en 2000 aux USA

« Out » l'éthique, « In » le conflit d'intérêt

« Out » le risque, « In » l'insouciance

Toute éthique des affaires disparaissait pratiquement et le conflit d'intérêt devenait de plus en plus monnaie courante. Des règles financières étaient bafouées quotidiennement. La seule faute sanctionnée était celle d'avoir perdu de l'argent.

Pour les nouveaux crédits, genre « subprime », étaient aussi inventés des produits d'assurance avec des risques et des réserves complètement sous estimés. Les fameux CDS¹ en partant de presque zéro, en cinq ans, ont atteint un total notionnel de plus de 60 000 milliards de USD, chiffre qui correspond à plus ou moins le PIB mondial d'une année.

¹ Credit default swap: espèce de contrat dérivé d'assurance crédit dont la tentative de réglementation par des autorités de contrôle fut écartée en 2000 aux USA

Confusion des genres d'activités financières -- Création monétaire quasiment privatisée

La séparation entre banques de dépôts et d'affaires avait été supprimée en 1998 aux USA, la dérégulation financière s'est poursuivie avec une création monétaire qui s'est pratiquement privatisée. Les conséquences en seront catastrophiques.

Entre-temps, des escouades de politiques encensaient le veau d'or (le système financier) de l'Etat, maître du monde. Tous voulaient étendre ses « bienfaits » à leur pays qu'il considérait arriéré en matière financière.

Mais suite à la débâcle financière, ces politiques se retournent maintenant contre ce qu'ils ont adoré et fustigent aujourd'hui l'absence de règles, les prébendes et les parachutes dorés.

Mais ne sachant quoi faire, ils veulent faire revivre le veau d'or et la douce insouciance.

L'explication de base : toujours l'exploitation de la multitude par quelques uns

Inutile de poursuivre la litanie des avatars, ce qui est en cause, c'est toujours une forme d'enrichissement et d'exploitation locale, régionale et mondiale de la part de quelques uns sur tous les autres auxquels on concède des miettes pour les maintenir soumis.

C'est une question de culture sociétale, comme par exemple, lorsque deux partenaires d'un contrat commercial ou autre se mettent d'accord pour abuser de l'Etat, ce tiers auquel on demande tout et auquel on ne veut rien donner. Ils croient avoir fait une bonne affaire, alors que sur le long terme, ils sont tous les deux perdants directement ou à travers leur descendance, parce que même s'ils ne veulent pas le savoir, ils sont d'une certaine façon les « membres » de cette organisation que l'on nomme Etat.

C'est cette notion d'appartenance à une collectivité qui a été bannie totalement de l'échelle des valeurs prise en compte par la société actuelle.

Actuellement, une seule planète est à disposition des humains

Toujours rivés sur l'immédiat, les humains ont oublié que nous vivons sur une seule planète sans aucune autre à disposition.

L'immédiat : seule valeur économique temporelle reconnue

Nous exploitons cette planète à outrance et sans vergogne depuis plus d'un demi siècle. Nous puisons dans ses richesses minérales et végétales, surexploisons et épuisons les terres agricoles en les remplissant de pesticides et d'autres produits nocifs. Tout cela dans le but d'un enrichissement immédiat.

Mais cela est en train de nous revenir tel un boomerang en pleine figure avec le changement climatique, la crise de l'eau potable, la famine qui se pointent à l'horizon devancés par la crise de l'économie réelle mondiale qui commence ses ravages dans les populations les plus pauvres de la planète.

Il est temps d'entrer dans quelques considérations en particulier en ce qui concerne les deux systèmes économiques avant de tenter d'aborder des pièces du puzzle d'un avenir possible.



Quelques considérations

Les conditions académiques pour le bon fonctionnement du capitalisme libéral ne se sont jamais produites, en particulier la transparence du marché avec une multitude d'intervenants.

La tendance a toujours évolué vers des situations de concentration obligeant les Etats à légiférer des lois « antitrust » pour contrer les monopoles, les cartels et autres ententes. Il faut se souvenir du jubilé dans la Bible.

Le capitalisme dans sa course pour le toujours plus, est presque « par essence » obligé de s'étendre constamment, de prendre possession de tout secteur d'activité et de le rendre marchand si ce n'était pas déjà le cas. Il ne tolère pas la présence de l'intérêt public sauf pour « socialiser » des pertes.

Si la technologie a permis de s'affranchir partiellement du travail humain, la distribution de ses bienfaits a été sujette à la puissance des intérêts corporatistes et de castes en présence et ceci dans les deux systèmes économiques.

Par contre, l'efficacité a été confiée à l'égoïsme humain dans le système capitaliste et à la bonne volonté de l'individu dans le système communiste.

Et ce qui concerne la gestion du bien commun, elle a été confiée à l'Etat dans le système communiste et aux bons soins de l'individu à travers des associations ou fondations dans le système capitaliste ultralibéral.

Une forte culture « du prendre »,

comme base du système capitaliste ultralibéral

Une honte pour l'humanité

Le système capitaliste ultralibéral a développé une forte culture « du prendre ». Liberté totale a été donnée à l'individu pour se servir à pleines mains dans les richesses de la planète en fonction de sa capacité à le faire sans égards des autres et du lendemain.

Essentiellement cette culture « du prendre » qu'elle soit consciente ou non c'est:

- Se servir à pleines mains sans se soucier des autres et même en écrasant les autres.
- Epuiser et empoisonner les terres agricoles et voler ainsi le pain de ses enfants.
- Epuiser les richesses de la nature sans se soucier de ses descendants.
- Faire du « faux crédit » et voler ainsi le lendemain de ses enfants.
- Exploiter sans vergogne les humains, la terre, modifier le climat sans se soucier de ses descendants.
- Prendre aujourd'hui ce qui était réservé à ses descendants.
- L'égoïsme en absolu d'une bande de « grands gamins » sans cervelle ni conscience du lendemain de ses enfants.

Même la redondance n'est pas suffisante pour exprimer cette honte pour l'humanité.

Une certaine culture « du partage » dans le système communiste

Le système communiste avait certes en commun la même attitude concernant la nature et ses richesses, mais il y avait une certaine « culture du partage » avec la prise en compte du bien commun, même si pas forcément toujours correcte et juste.

Alliance de la culture « du prendre » avec celle « du don », circonstancielle ?

Ne peut-on pas s'étonner de l'alliance, peut être circonstancielle mais quand même de longue durée, du système capitaliste avec les religions qui prônent une culture « du don » ?

Cette union des élites de la culture « du prendre » avec celle « du don », à l'instar de l'union de l'eau et du feu est stupéfiante, quels intérêts supérieurs ont-elles eu à partager ou à défendre ? Le pouvoir...

L'inadéquation profonde de la classe politique en général face au monde

Le scandale du bug de l'année 2000, les bulles Internet et du crédit ne sont-elles pas l'expression de l'inadéquation de nos politiques face au monde qui les entoure ?

Faisant de la politique un métier, ne se sont-ils pas fait bernier par les bonimenteurs, les soi-disant spécialistes « indépendants » enrôlés par les castes de pouvoir et les corporatismes pour faire passer leurs intérêts ?

La classe politique est-elle devenue essentiellement une caste politicienne sous influence ?

De nouvelles règles de guidance

C'est stupéfiant la capacité de l'homme à démontrer l'indémontrable, à occulter des faits pour les remplacer par des mythes. Si c'est souvent vrai particulièrement en matière de religion, ce l'est aussi dans les sciences qui nous concernent ici comme la politique, la finance et l'économie, alors qu'en sous jacents il n'est question que de pouvoir et d'enrichissement.

Et sur l'ensemble de la planète, les règles de guidance sont devenues les suivantes : première, mentir ; deuxième, mentir encore et troisième, mentir toujours.

Le bien commun : une bonne et saine valeur

Si tout le monde prenait conscience que s'occuper du bien commun, c'est pour l'avenir prévenir et éviter ainsi des problèmes provoqués par une société construite exclusivement sur l'individualisme ou le corporatisme, même si dans un premier temps, c'est certes régler en décalage des problèmes de vie privée préexistants.

Ne s'occuper que de la vie privée, c'est certes efficace dans un premier temps, mais sur le long terme le désintérêt du bien commun revient comme un boomerang miner cette vie privée, d'autres ayant détourné le bien commun à des fins personnelles ou corporatistes.

Il est temps que l'humanité devienne adulte

Attendre un individu providentiel qui vienne nous sauver, je crains que ce soit de l'histoire ancienne, je crois qu'il est temps de devenir des adultes.

Attendre le prophète, le chef, le roi qui vienne nous sauver, comme dans la Bible, c'est un leurre qu'il faut absolument écarter.

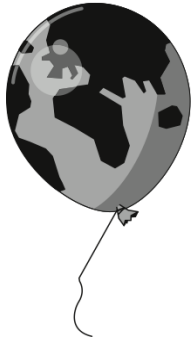
L'humanité a en son sein tout ce qui faut pour affronter la situation actuelle. Il y aura des larmes, mais essayons d'éviter le sang. Ensemble et non l'un contre l'autre nous pouvons refaire de cette planète un jardin où il ferait bon vivre.

Il est temps d'aborder la phase finale de cet essai et de partir à la recherche des morceaux du puzzle de l'avenir.



Q/R A -- Plus précisément, que signifie « devenir adulte » ?

Devenir adulte : c'est élargir le champ de vision, prendre du recul, ne plus être que dans l'immédiat, voir plus loin, sur la durée. C'est prendre ses responsabilités, ne pas les refiler aux « dieux » et aux proches. C'est aussi sortir, ne plus être dans certains « isme » : sentimentalisme, « assistancialisme », autoritarisme, corporatisme, nationalisme, qui dénote un certain laisser-aller, une tendance de « fin de règne ». C'est faire en sorte que chacun se prenne en mains, que chacun amène de la bonne volonté et l'aide qui doit suivre. Lao Tseu - philosophe chinois disait : « Si tu donnes un poisson à un homme, il mangera un jour. Si tu lui apprends à pêcher, il mangera toujours ». L'inconvénient c'est qu'il faut avoir de la volonté pour apprendre. Mais plus élevé encore, dans une société mature (adulte), c'est aussi permettre, mais plus que permettre, c'est rester en recherche pour déceler les talents pour qu'ils émergent. En faisant cela on aide « positivement » soi même et toute l'humanité. Chacun de nous a (ou devrait avoir) un talent, ou, comme disent les chrétiens, un charisme. Une mutuelle reconnaissance du talent de chacun sans jalousie mais « un mouvement ensemble » vers le bonheur et l'avenir. « Beau rêve » !!!! L'enjeu est de taille, on ne naît pas adulte, on le devient. L'éducation est très importante et aussi l'environnement pour dépasser le « handicap », au sens sportif du terme -- on devient adulte seulement par les épreuves de la vie. Ceci est un chemin personnel qui sera plus ou moins long en fonction des épreuves et des dispositions individuelles à apprendre. Donc le résultat n'est même pas toujours certain. N'est ce pas mieux l'autre chemin, celui de l'éducation. Mais pour cela il faudrait trouver des éducateurs « matures, adultes » exercice assez difficile au début. Actuellement, il y a un comportement d'enfant gâté avec de l'émotionnel primaire en gestionnaire de la vie. L'éducation est le facteur important qui peut influencer sur l'équilibre « enfant-adulte » présent dans tout humain. C'est comme dans l'équilibre d'une transformation chimique où les facteurs pression, température, etc. interviennent pour favoriser cette transformation, certains ayant plus d'importance que d'autres.



Morceaux du puzzle de l'avenir

Avant tout quelques remarques importantes concernant la période actuelle.

Des remarques

Une vision simpliste du monde

Premièrement, dès que le système capitaliste fut assuré d'avoir gagné la compétition avec le système communiste, la vision du monde devint simple, unipolaire, ce fut la pensée unique. Mais surtout cette vision devint simpliste. C'est ainsi que l'on a pu parler de la fin de l'histoire.

La nouvelle religion ultralibérale défia quelques dogmes de base : le marché, le grand régulateur de toute chose, grâce à cette fameuse main invisible « surexploitée » d'Adam Smith, la maximisation du profit et la création de valeur pour l'actionnaire.

La panacée : le tout privatisé

Aucune activité humaine ne devait être exclue de cette panacée. Tout devait être privatisé. Aucune réglementation ou loi ne devait permettre à l'Etat d'intervenir. Si loi ou réglementation étaient produites, à l'exception de celles d'ordre public, elles ne devaient concerner que des relations entre partenaires d'affaires et encore.

La phrase prononcée par Ronald Reagan devenait réalité : l'Etat étant le problème, il devait disparaître des relations économiques.

La réalité : La course à la faveur et à l'avantage

Mais dans la réalité de tous les jours, la production de lois et règlements en faveur de castes et de corporatismes n'a fait que s'accroître pour le bonheur des juristes lobbyistes. Et comme toujours le « diable » est dans les détails, ils dénaturent souvent dans les textes les avant propos des lois. Là se cachent la faveur et l'avantage particuliers pour un ou des groupes de pression. Dernièrement, on constate que même une « certaine pudeur » a totalement disparu et que ces subterfuges ne sont plus nécessaires.

Ecarter la complexité de l'essentiel, valoriser l'accessoire servant les ego

Deuxièmement, tout problème qui pouvait gêner la « simplicité forte » de la pensée économique ultralibérale, était renvoyé aux étages hiérarchiques inférieurs. Il est effarant de constater que toute complexité même infime fut renvoyée vers le bas de la pyramide sociale.

Sachant que l'homme ne peut se valoriser sans une certaine complexité, la gestion « complexe » des ego du premier étage hiérarchique fit œuvre nécessaire de justification de leur supériorité.

Ce qui devenait très important, c'était tout ce qui n'était pas essentiel : les petites habitudes, les goûts, les vices, l'émotionnel primaire, etc...il fallait cultiver ces ego, c'est grâce à eux que la conclusion d'un contrat, d'un avantage était finalisée. C'était la forme qui l'emportait sur le contenu, renforcée par des avantages financiers et ou de toutes autres sortes.

La compétence, dans cette gestion des relations, était fortement recherchée. Elle concernait essentiellement mais pas exclusivement les grandes entreprises, les multinationales, celles qui contrôlaient le commerce international.

En résumé, c'est bienvenu au royaume de Narcisse et du mensonge. La cassure entre l'élite et le reste de la population était consommée.

Le deuxième étage hiérarchique, à la solde permanente du premier, était souvent le pendant du miroir et il servait par comparaison à justifier la supériorité toute égocentrique du locataire de la tour d'ivoire.

C'est finalement le troisième étage hiérarchique qui dut mettre en musique, sur le terrain, toute cette nouvelle religion de l'argent comme « Dieu unique » et mesure de toute chose.

« Le roi est nu » : phrase célèbre tirée du conte « Les habits neufs de l'Empereur » d'Hans Christian Andersen était redevenue d'actualité.

Dans la finance, la complexification des produits avec effet de levier était une façon d'organiser une compétence, une supériorité vis-à-vis des clients et de se faire payer chèrement les services.

Une séparation des tâches organisée à l'échelle mondiale

dans une globalisation telle que souhaitée par les élites

Troisièmement, en alliance avec les grands prédateurs et spéculateurs, la finance a organisé le travail international en réservant essentiellement les affaires d'argent à l'Occident. L'économie réelle était dévolue à la Chine en premier et aux autres pays en voie de développement en sacrifiant sans remords et sans compensation même un certain savoir faire industriel. Par exception et par tradition, l'Allemagne et le Japon sont restés exportateurs de machines outils.

Grâce au crédit sous toutes ses formes, la finance a pu continuer à rendre suffisamment solvable la population des pays développés pour que se poursuive le train d'enfer du consumérisme effréné. Le secteur financier en expansion a masqué pour un certain temps le transfert industriel vers les pays en voie de développement et en particulier la Chine.

Reconnaître qu'avec la technologie déjà acquise, la surproduction industrielle est une donnée de fait

et que le consumérisme n'apporte pas le bonheur

Quatrièmement, il faut accepter le fait que le développement de la technologie nous a mis en situation de surproduction. Aujourd'hui, les seules limites à une production infinie sont l'énergie et les matières premières. Une chape de plomb est maintenue pour occulter ces données très importantes.

Effectivement la Chine, qui n'a pas encore utilisé tout son potentiel de main d'œuvre, réussit déjà à inonder le monde de ses marchandises.

Seule une autre activité humaine qui ne soit pas que productrice de biens matériels, peut générer une occupation dont la limite soit l'homme lui-même. Il s'agit d'activités gratifiantes entre les humains⁸.

Il faut sortir de la logique consumériste qui considère les biens matériels, facteurs de bonheur, alors qu'ils ne sont que des ersatz.

⁸ Lire en annexe: Pour que la naissance de la nouvelle activité humaine se fasse

Seule une « frugalité abondante » est supportable par la planète

Cinquièmement, nous devons entrer dans une logique de « frugalité abondante » pour la survie de la planète. Il faut se souvenir d'où nous venons et apprécier et gérer l'énorme progrès technologique parcouru.

Il n'y a pas si longtemps, vers la fin du siècle dernier, mon beau père redressait encore les clous usagés.

L'accumulation de biens pour contrer l'insécurité du présent et du lendemain n'est pas la bonne solution pour notre avenir

Sixièmement, nous devons comprendre que le sentiment d'insécurité dans la société individualiste actuelle s'assouvit pour le présent dans l'accumulation de biens de consommation et pour le futur en investissant dans des produits financiers censés sécuriser notre lendemain.

Tout ceci ne serait plus nécessaire dans une société construite sur le socle du bien commun. Nous conservons dans nos armoires, en occident, ad minima de quoi bien habiller deux milliards de personnes. Il en est de même pour les autres produits.

Des expériences existent concernant l'usage partagé d'objets tels que l'automobile.

Il est temps de se ressaisir et d'œuvrer pour le bien commun

Septièmement, même si le cri « nous allons droit dans le mur » était intimement ressenti par beaucoup, il y avait aussi la présence d'un sentiment de faiblesse à changer les choses. La déprime ambiante continuait à s'amplifier devant l'absence de réaction des politiques et des organisations syndicales et sociales pour engendrer le changement de cap nécessaire et donner ainsi un espoir de futur à l'humanité.

Pendant ce temps notre citoyen lambda devait vivre sous la pression du présent et l'inconnu du futur, en attendant « l'évènement ».

Il est arrivé : c'est la crise financière, rejointe par la crise de l'économie réelle et rien d'autre n'est proposé que la solution de restaurer la situation antérieure avec quelques aménagements pour éviter les excès.

La logique reste encore celle d'une économie productiviste, consumériste chapeauté par un secteur financier hypertrophié.

L'élite financière, politique et économique de pré crise reste encore aux commandes sans aucune vergogne ou mea-culpa.

Penser autrement et faire la part des choses

Il faut « se laver » le cerveau de toutes les influences médiatiques dont nous sommes abreuvés quotidiennement afin de pouvoir réfléchir autrement. Il faut se mettre à l'écoute et observer que des mouvements d'idées, des expériences nouvelles existent et qu'elles peuvent donner une certaine réponse aux questions concernant notre avenir.

Ainsi, une synthèse est possible pour faire ressortir ces fameuses pièces du puzzle de l'avenir. Celles-ci peuvent nous donner une image, certes incomplète, mais qui peut être suffisamment claire pour montrer un futur plus porteur d'un espoir de bonheur pour l'humanité.

Notre planète si riche et maintenant si martyrisée nous montre les limites à notre soif illimitée de puissance, de richesse et d'arrogance.

Si limites il y a et sur ce il n'y a aucun doute, alors nous devons faire ce que l'on nomme : la part des choses.

Ce sont ces limites aujourd'hui qui doivent guider notre réflexion sur des compromis judicieux afin de reconstruire notre monde. Je crois fermement que l'Europe peut et doit être l'exemple pour la planète. Espérons qu'elle sorte de ses tristes histoires de clochers.

Il faut admettre que toute activité humaine produit des nuisances pour la nature

C'est évident que toute activité humaine est génératrice de nuisances pour la nature. Mais cette évidence n'est pas encore intériorisée dans la conscience humaine.

Autrement, nous aurions un respect envers elle qui se verrait autour de nous. Au contraire notre planète est devenue une poubelle à ciel ouvert.

Selon certains experts, nos besoins peuvent être couverts, malgré l'augmentation prévue de 50% de la population terrestre, en ayant une attitude fondée sur une « frugalité abondante ». Ceci est possible en respectant cette nature avec laquelle nous devons vivre en symbiose.

En conséquence, c'est par une organisation différente de notre activité humaine qu'il serait possible de l'atteindre pour respecter au mieux cette cohabitation.

Une cohabitation qui doit être plus écologique en commençant par le transport sur route, et ceci grâce à une meilleure organisation du travail qui éviterait de constituer aux heures de pointe ces bouchons incroyables qui nécessitent aujourd'hui l'élargissement ou l'augmentation des voies de communication.

Mais je crois qu'il faut remonter plus en amont pour mieux régler cette situation. Autrement nous restons comme avec l'arthrose à chercher les positions les plus adéquates dans un mauvais registre de soins.

Il faut remettre en cause notre système économique actuel

C'est la remise en cause de notre système économique en entier qui nous permettra de trouver les bonnes solutions. La survie de la planète est en jeu.

L'économie est devenue un enjeu trop sérieux pour le laisser exclusivement dans les mains privées.

La collectivité doit donc intervenir pour déterminer son développement et la manière de le faire.

Une tendance semble se dessiner après la faillite de la mondialisation du tout et n'importe quoi.

Il faut se réappropriier des activités à fort encrege local

Elle consiste en une démondialisation d'une partie de l'économie au niveau régional ou local.

Il faut se réappropriier des activités à fort ancrage local qui pour la voracité de quelques uns avaient été globalisées.

Une certaine indépendance alimentaire : condition première pour être libre

Il s'agit premièrement de la production alimentaire qui est la base, le socle dans la pyramide des besoins humains.

Elle doit « se territorialiser » pour garantir à la population résidente la subsistance, la qualité et la pérennité en respectant la nature du territoire.

C'est le principe de subsidiarité, cher à l'Europe mais si mal appliqué.

Le commerce des produits alimentaires venant compléter, ajuster mais non remplacer la production territoriale considérée comme vitale.

La production d'une meilleure nourriture changera la donne au niveau de l'emploi dans le secteur alimentaire. Il faut se rappeler que nous sommes passés de presque 30% d'emploi dans le secteur agricole à la fin de la deuxième guerre mondiale à environ 2-3% aujourd'hui.

La technologie n'expliquant pas tout, c'est l'emploi de produits, souvent nocifs sur le long terme, qui peuvent mieux justifier en grande partie cette productivité.

Une indépendance alimentaire est donc la condition première pour être des humains libres.

Retisser du lien sociétal avec un système S.E.L., une mesure phare

Un capitalisme « en laisse », « sous contrôle », « restant à définir » comme système économique peut convenir à une économie locale, mais la mesure phare parallèle serait l'introduction d'un système S.E.L. (Système d'Echange Local)

Ce type de système, déjà existant à un stade « ponctuel » dans certaines localités, permettrait de renouer les relations sociales détruites par cet individualisme forcené du capitalisme ultralibéral que nous connaissons et qui est générateur d'une « assourdissante » solitude entre les êtres humains. Retisser du lien sociétal est la manière la plus sûre pour garantir le passage à l'économie post capitaliste ultralibérale.



Q/R D -- Comment intégrer les SELS dans l'économie ?

Le 1^{er} texte publié (voir en annexe) en 01/1996 suite à une journée d'étude organisée par le CPMT et ensuite en 01/1998 dans Le Jeudi, s'intitule « Pour que la naissance de la nouvelle branche de l'activité humaine se fasse ». Ignorant à l'époque l'existence des SELS, une demande de l'aide étatique se révélait être nécessaire pour la faire « naître ». Ceci parce qu'elle est différente par sa nature et finalité aux autres activités classiques. Donc, elle sort du cadre de l'économie de marché classique. Les SELS peuvent lui fournir l'occasion de naître sans les aides directes de l'Etat. Mais l'Etat doit lui fournir un cadre afin de lever les obstacles pour que « sa naissance se fasse ». (Surtout le problème de taxes et de la TVA en particulier). Les règles sont différentes de celles d'une économie de marché, elles sont même en contradiction, en opposition avec cette dernière. Mais les avantages « du bien commun », de bonheur partagé ne sont-ils pas plus valorisants que ceux apportés même par une « saine économie de marché » ? L'effacement en partie de cette dernière dans l'économie locale est plus que souhaitable par le lien sociétal que les SELS apportent et aussi par une autre manière de faire de l'économie, par une autre manière de procurer du « revenu additionnel » de façon plus gratifiante. Deviendront-ils au niveau local, avec des aménagements, les véhicules privilégiés ? L'avenir nous le dira-t-il ? Peut-on parler d'intégration à l'économie de marché ? Non, parlons plutôt de coexistence avec l'économie de marché, cette dernière semblant plus qualifiée pour le commerce international et les productions à large échelle. Avec des aménagements, peut-on aussi parler de SELS pour certaines petites entreprises au niveau local ? Ce sont des « expériences » à faire..., et donc pourquoi pas différents types de SELS ? Vers un mixte avec des coopératives ? Des ASBL ? Attention au risque d'avoir des « entreprises assistanat ». Il faut sauvegarder au niveau local une efficacité. Faire la part des choses n'est pas simple. Tout dépend des individus, et du sens bien ancré du bien commun. Il faut commencer par ce qui existe et l'étendre à la nouvelle branche de l'activité humaine. En pratique pour débiter commençons avec les petits services pour lesquels il est difficile de trouver une entreprise qui se déplace « pour si peu » en élargissant à de l'aide plutôt « entraide dans notre cas » pour les personnes, l'Etat doit le permettre en exonérant de toute forme d'impôt par exemple pour un montant en dessous d'un seuil. Forme juridique de ces

SELS : comme une ASBL ? Le lien qui se noue entre les personnes est presque plus important que l'aide (échange) apportée. Au fait, il faut distinguer les SELS d'aujourd'hui qui sont plutôt actifs pour lutter contre la misère matérielle et une autre utilisation concernant plutôt l'échange de savoirs ou le résultat de ceux-ci (genre activités artistiques). Voir ci-dessous la mise au point :

Importance des SELS.

« Sortir » de la philosophie actuelle des SELS actuelle laquelle, si je ne me trompe pas, consiste à donner une certaine réponse pour soulager la misère par un échange dans lequel on met le temps de tout le monde au même niveau : 1h de prof s'échange avec 1h de ménage. L'œuvre sociale des SELS est très importante elle peut permettre ce qui existait un peu autrefois et qui s'est perdu avec l'individualisme exacerbé, centré sur soi, à savoir créer du lien social et de faire sortir de la solitude des personnes à travers des services et des petits travaux. Ils créent de l'humanité. Dans une société avec une production robotisée la dimension du temps humain ne prendra-t-elle pas la même valeur ? Fera-t-elle naître le bonheur du don ? Le bonheur du don : ce n'est pas une jouissance narcissique, c'est un oubli de soi et une réjouissance « pleine, complète, infinie » du bonheur de l'autre. Cette « Pour que la naissance de la nouvelle branche de l'activité humaine se fasse » trouve selon moi dans le SEL ce qu'elle est : elle ne concerne pas la misère matérielle, elle ne thésaurise pas, elle concerne plutôt un échange de savoirs ou du résultat de ceux-ci, et comme dit dans le texte de base elle vit des humains, du temps des humains après que ceux-ci, en faisant la part des choses, aient pu se réapproprier une partie du temps pour eux.

Pour la naissance d'une nouvelle activité culturelle et sociétale

Mais en plus, ce lien va finalement favoriser la naissance d'une nouvelle activité humaine qui ne connaîtra jamais le chômage. Elle sera culturelle et sociétale « se nourrissant » des échanges « directs » entre êtres humains. Elle se basera sur l'échange de biens et de services nés par une activité qui ennoblit l'humain telle que les arts, l'artisanat, l'enseignement, le sport et autre, même professionnelle dont la mesure où cette dernière est faite avec plaisir et amour.

La « grosse » économie productive : « parquée et sous contrôle »

L'économie productive plus importante sera concentrée dans la mesure du possible dans des zones réservées pour que les nuisances puissent être traitées de façon efficace afin de rendre à la nature les matières utilisées telles que prélevées, en particulier air et eau. Il faut en finir de parquer la nature et de créer des zones industrielles presque dans chaque village.

Pour contrer l'obsolescence des infrastructures industrielles, l'utilisation de ces dernières sera dans la mesure du possible en continue, par roulement d'équipes de travailleurs qui ne feront qu'un trajet aller et retour avant de retourner dans leur foyer pour rejoindre leur famille. Cette utilisation en continue évitera la multiplication « nocive » des sites de productions.

Une meilleure gestion du temps pour le travail

La vie des travailleurs sera pratiquement scindée en deux parties (la part des choses). L'une concernera le travail productif pouvant aussi être considéré un « service à la collectivité », au bien commun, l'autre sera réservée à l'épanouissement des travailleurs et de leur famille.

Les sites de production auront donc un hébergement pour accueillir ces travailleurs, une sorte d'hôtel. Ces sites pouvant être fort éloignés des lieux résidentiels, les communications à grande vitesse apporteront leur contribution pour en réduire l'impact de mobilité.

Ces emplois seront destinés à des travailleurs jeunes. Il sera ainsi possible de consacrer plus de temps au travail sur une journée en réduisant les déplacements pour le travail. Avec le gain de temps et la réduction de pollution, la qualité de vie ne pourra que s'améliorer en disposant en particulier de plus de temps pour une vie sociale, familiale et personnelle plus gratifiante.

Une autre gestion de la carrière professionnelle

Des carrières réduites dans le service public, mais valorisées par l'apport de l'expérience

A partir de 45 ans, il sera possible d'opter vers des emplois de proximité, le secteur public employant essentiellement ces travailleurs sauf exception. (Il y a toujours une exception à une règle, la dérive se constatant lorsque la règle devient l'exception.)

Cette façon d'opérer conditionnera les transports. La mobilité sera favorisée mais les déplacements quotidiens « pollués » et inutiles réduits dans la limite du possible.

Par ce système, l'embauche, dans le service public, d'hommes ou de femmes à partir de 45 ans, sauf exceptions bien ciblées, permettra de lutter contre la sclérose du service public causée par des fonctionnaires enfermés dans la routine quotidienne suite à une trop longue carrière. Ces derniers ont une telle résistance au changement que toute modification devient quasi impossible.

La modernisation du « service public » ou « du bien commun » par du personnel ayant vécu une autre expérience est irremplaçable pour un secteur appelé de nouveau à s'étendre.

La prise en charge par exemple, pendant la période « productive » des parents, de leurs enfants par des grands parents en parrainage sera très profitable pour la socialisation de ces enfants.



Q/R C -- Quelques précisions sur cette idée et sur les problèmes que cela résoudrait ?

Après une carrière de 25 ans, formation continue incluse, il s'agirait d'offrir la possibilité de diminuer le stress des déplacements et l'intensité du travail en faisant une activité pour le bien commun pour encore au moins 15 ans... n'est ce pas une belle perspective de vie ? A 45 ans, c'est une bonne période pour changer, pouvoir apprendre et apporter de l'expérience dans le domaine public, du bien commun et de favoriser ainsi un turnover pour dé scléroser une administration tout en favorisant un changement de rythme humainement nécessaire.

N'est ce pas un bien que de pouvoir utiliser un savoir faire, une expérience acquise pour les amener dans les contrôles du bien commun ? Cette coupure permet aussi d'éviter la formation de corporatismes néfastes dans la société. Donc avec ce salutaire turnover dans l'économie productive, les partants peuvent mieux contrôler les restants. Ils savent de quoi ils parlent. Une société vivante est celle où il y a du mouvement, autrement c'est comme en chimie, si on agite plus un liquide comprenant plusieurs éléments, il se forme alors des stratifications et certaines deviennent dures comme du béton.

Vers une économie mixte, « du bien commun » ?

De toute manière le contrôle reste primordial

Dans les sites de production, la propriété des sociétés devra être revue. Elle ne pourra plus être exclusivement du domaine privé, il faudra revoir ce point. Par exemple, la puissance publique pourrait détenir le capital mais la gestion être confiée à des entrepreneurs efficaces ayant un sens du bien commun, ça existe.

Mais le contrôle restera toujours primordial. Des organismes, genre « missi dominici » composés de personnes d'expérience ayant terminée leur période active principale (à 45 ans), feraient très bien l'affaire. Pour l'anecdote : « un curé du haut de sa chaire disait à ses paroissiens : avoir confiance c'est bien, ne pas en avoir c'est mieux ».

Mais c'est à travers, par exemple, un plan quinquennal, produit d'une concertation, que l'activité globale de ces sites devrait être programmée par des instances appropriées.

Le système financier serait essentiellement public mais au niveau local il pourrait être privé, de toute façon il sera important que la création monétaire reste dans les mains de la puissance publique.

L'éducation au bien commun, au vivre ensemble : la pierre angulaire de la société

C'est avec une éducation au bien commun, au vivre ensemble, qu'il sera possible de transformer la société actuelle et avec comme conséquence heureuse une forte réduction de la délinquance juvénile qui pourrit, aujourd'hui, de jour en jour la vie en société.

Une conséquence non négligeable d'une économie plus parcimonieuse dans l'utilisation des richesses de la nature sera l'effondrement du P.I.B. (Produit Intérieur Brut) mais une élévation considérable de l'autre P.I.B. (Produit Intérieur de Bonheur).

Rien n'est écrit dans le marbre, mais en essayant de faire la part des choses et en laissant le local s'organiser, des solutions peuvent surgir pour permettre ce passage à mes yeux urgent avant les catastrophes à venir.

Vers une forme de démocratie directe ?

Il me reste une vision utopique qui consiste à voir naître une forme de démocratie directe grâce aux techniques aujourd'hui à disposition, mais l'humain est-il prêt à s'impliquer totalement pour le bien commun ?



Q/R E -- Y a-t-il un moyen de préciser cette idée de démocratie ?

Oui, une forme de démocratie directe ou presque. La technologie d'aujourd'hui peut rendre cela possible. Certainement le vote, mais pas seulement, l'Internet peut ouvrir des espaces de discussion de programmes politiques « pour le bien commun » (je suppose donc que le « bien commun » devienne la pierre angulaire de l'humanité), cela permettrait une analyse plus consciente (plus adulte) des propositions. En fait le balancier se déplacerait des actuelles discussions médiatiques qui ne mènent à rien, vers plus de consistance, plus de contenu et moins de contenant. Cette façon de faire peut permettre d'éliminer dans la représentation politique des étages souvent surabondants et inutiles au bon fonctionnement, et en accord avec ta proposition, David, deux lignes directrices : le bien public (le pendant plus ou moins d'aujourd'hui) et le bien commun. Chacun sa fonction, l'un l'exécution, l'autre le contrôle, mais l'un et l'autre collaborant et se surveillant. Le passage (la conversion) pouvant se faire dans le respect générationnel pour l'utilisation des nouvelles technologies. Ce qui n'empêche pas les gens de se parler avec « l'ouverture » du lien sociétal par les SELS. La démocratie ne rime pas forcément avec capitalisme, comme on nous l'a fait croire. La politique ne doit pas être un métier, toute représentation « perpétuelle » rime avec le temps, même pour le meilleur des hommes, au minimum avec l'autoritarisme.

En fait, la « politique » (s'y intéresser) devrait faire partie du travail « un temps pour ça ». C'est l'affaire de tous, donc un droit et un devoir. Mais pour exercer ce devoir, il serait normal qu'une partie du temps de travail y soit alloué surtout pour une certaine forme de démocratie « directe ». Le citoyen devrait être tenu de s'exprimer sur les lois en ce qui concerne les principes, les tenants et les aboutissants. Pour ce qui concerne les règles d'application (sachant que le diable se cache dans les détails) avec des fonctionnaires « expérimentés » (+ 45ans) nous espérons avoir de bons textes. Le tout restant sous contrôle de la « filière du bien commun » et aussi de la jurisprudence.

L'Europe est la région du monde qui a la possibilité d'être le précurseur d'un nouveau monde, sa coopération avec l'Afrique est naturelle, en aura-t-elle la force spirituelle de l'entreprendre ou doit-elle encore se mettre en wagon derrière la locomotive des Etats-Unis ?



Q/R H -- En fait l'essai parle surtout de l'inévitabilité de passer à un tout autre système - souvent d'ailleurs directement à l'opposé de ce que nous avons fait ces 50 dernières années. Est-il possible de donner quelques morceaux du puzzle sur comment faire ce passage, comment le financer, comment aller vers un monde économiquement plus juste, etc... ?

Comme je l'ai retracé, c'est l'individualisme forcé, exclusif, porteur d'égoïsme et de disparité qui nous a amené à la situation actuelle. Mais comme on le constate tous les jours, les détenteurs d'avantages et de privilèges ne sont pas prêts à se remettre en cause. Ils veulent rétablir la situation antérieure. Comme dans le film « le guépard », le neveu explique à son oncle qu'il faut que quelque chose change pour que tout reste comme avant. On refait la façade, mais la bâtisse reste la même. En Russie, il a fallu des larmes et du sang pour changer le système des privilèges impériaux vers le système communiste et encore avec l'aide de l'histoire (la 1^{ère} guerre mondiale). Par contre pour passer au système capitaliste cela a été très facile par comparaison. La Révolution française de 1789 s'apparente plus à l'instauration du système communiste en Russie.

Ceci dit, pour faire le passage préconisé, nous avons un atout, cette fameuse technologie qui n'est pas forcément maîtrisée par la « upper » classe dirigeante (voir texte de base), un autre atout serait la compréhension par un grand nombre (tout relatif) que le bien commun est l'affaire de tous. Nationalisations ? D'une certaine façon mais pas de la même manière que le gouvernement de la gauche française l'a fait en 1981. Actions concrètes urgentes pour faire démarrer le passage : **1)** En finir avec la finance casino : pour cela différencier le capital investisseur du capital spéculatif pour les titres cotés. Comme la finance casino a besoin d'être alimentée par les petits ruisseaux des spéculateurs « en herbe », qui veulent participer à l'abreuvoir de la richesse mal assise. Avec le % individuel ridicule de capital détenu dans les sociétés cotées par des citoyens lambda, qui se croient devenus « Grands » investisseurs à l'appel des sirènes de la finance casino. On assiste en réalité à une forme orchestrée de petites pyramides financières. Le seul but de ses spéculateurs « en herbe » est de prendre leur

part du gâteau mais pas de participer, en tant qu'actionnaires, à la gestion de l'entreprise. Dans les grandes lignes il faut : retirer le pouvoir non exercé à « ces actionnaires », il suffit de l'acter puisque c'est déjà une réalité, mais surtout il faut agir sur « leur porte-monnaie » et instituer une classe d'actions dite spéculative dans la mesure où les titres détenus en direct ne représentent pas un certain % de capital par exemple 0.2%. C'est une mesure assez facile à prendre. Ce capital spéculatif n'aurait pas le droit de vote à l'AG et sa rémunération serait inférieure aux actions « entrepreneuriales ». De nombreuses modalités seraient possibles, mais le plus simple étant de décider qu'un actionnaire doit détenir ce % minimum. Dans ce cas, « l'actionnaire en herbe » devient soit un « vrai » actionnaire soit il se transforme en créancier obligataire avec des modalités pour permettre de ne pas trop pénaliser ces citoyens lambda qui ont suivi le chant de sirène de la finance casino. 2) Le pouvoir public doit reprendre en main la création monétaire. Il doit assurer à tous ses citoyens qui ne sont pas tous des experts financiers une juste rémunération de leur épargne, (un peu plus que l'inflation réelle). Le citoyen lambda ne peut pas être expert en tout, à chacun ses compétences. Il faut valoriser l'épargne, qui est la base de l'investissement pour produire des richesses, en sens large, dans le futur. L'épargne qui représente une richesse produite non utilisée immédiatement, représente surtout une valeur qui est celle du travail. Certes, l'économie ne s'emballera plus comme avant, mais la trajectoire sera plus « honnête » avec une distribution des richesses plus équitable. Ceci dans un premier temps en restant sur les bases classiques. Si la société évolue « dans une autre dimension, une autre façon de penser » en tenant compte que l'accumulation pour se prémunir des aléas du lendemain n'a plus de sens avec les moyens technologiques à notre disposition, il s'agira alors plutôt de régler la répartition pour les biens « matériels » et de favoriser le partage et l'échange pour les biens « immatériels » (culturels, sociétaux, évolution spirituelle de soi, etc.) 3) Les grandes sociétés (anonymes ou autres) doivent « changer » en faisant place dans les conseils d'administrations aux pouvoirs publics (par exemple 10%) et aux salariés (par ex. 20%). Il est mieux pour éviter des conflits d'intérêts que ces postes soient couverts par des administrateurs indépendants avec limitation du nombre des mandats et sous contrôle des mandants. La présence Etatique sert à vérifier que les grandes lignes du plan de développement mis au point par le pouvoir public soient respectées par les grandes entreprises. Pour les salariés, c'est une reconnaissance de leur importance dans la vie, le développement de l'entreprise et la société en général. Pour la grande entreprise « clé » une prise de participation du pouvoir public est recommandable. 4) Au niveau politique, en finir avec l'action politique « comme métier », réservée à une certaine catégorie (caste) de

personnes. **5)** Instaurer une commission « bouillonnante » avec des antennes locales pour élaborer, instaurer le plus rapidement possible le parallèle au pouvoir public... le bien commun. **6)** Instaurer une commission « bouillonnante » pour démarrer le plus rapidement les SELS. **7)** Instaurer une commission « bouillonnante » pour démarrer le plus rapidement la prise en charge totale pour des reconversions de carrière (une démarche proactive : des primes pour ceux qui se « recyclent rapidement », et des pénalités pour ceux qui « traînent la patte ») suite aux changements nécessaires dans les activités économiques, voir ce qui a été dit dans le texte de base et les réponses aux questions. **8)** Instaurer une commission « bouillonnante » pour démarrer le plus rapidement la réforme d'une nouvelle organisation publique. Voir Q/R : C) **9)** Instaurer une commission « bouillonnante » pour démarrer le plus rapidement la modification de l'éducation nationale avec la formation continue pour en finir avec les études trop longues. **10)** Instaurer une commission « bouillonnante » pour démarrer le plus rapidement un changement des indices de richesse actuels (tel que le PIB) avec d'autres indices plus conforme au vrai bien être de l'être humain. Je crois qu'avec « les économies » sur la gabegie actuelle des dépenses publiques et aussi privées il est possible de faire beaucoup de choses et pour un monde économiquement plus juste garantir par exemple un certain revenu de base à tous. (Vauban avait commencé à y réfléchir et d'autres aujourd'hui le proposent.) De cette manière le stress, d'un aujourd'hui et d'un lendemain « sans revenu », de se trouver à la rue, disparaîtrait et aussi cette « pression » pour accumuler des « réserves » pour les temps difficiles.

Juillet 2009

A.M.



ANNEXES

1) [Pour que la naissance de la nouvelle branche de l'activité humaine se fasse.](#)

janvier 1998 (1996)

2) [Chômage, aujourd'hui, pourquoi ?](#)

avril 1998

3) [Le grand Monopoly.](#)

décembre 1998

4) [Les « assignats AOL »](#)

juillet 2002

5) [La cosmologie, la destinée et la fin de l'histoire.](#)

novembre 2004

6) [Vous avez dit éthique !](#)

septembre 2007

7) [Un signe des temps](#) -- (L'affaire « société générale »)

mars 2008

8) « [Merci, cher Alan !](#) »

octobre 2008

⁹ Textes signés Erdna Richiamor (E.R.) (alias de André Marchiori)

Pour que la naissance de la nouvelle branche de l'activité humaine se fasse.

Nous avons fait les premiers pas ensemble. En 1969, j'entrais dans la vie active et le chômage débutait comme maladie sociale dans le sillon finissant des trente glorieuses, passant, en France, d'en dessous la barre des 500 mille à plus de 3 millions aujourd'hui.

Malgré tous les diagnostics, il persiste et se gangrène de plus en plus. Nous sommes en droit de nous demander si le problème a été bien posé. Plus qu'un ajustement, ne s'agit-il pas d'un mouvement de fond lié à l'histoire de l'activité humaine ?

L'émergence de nouveaux besoins, de nature totalement différente de ceux du passé, la prise de conscience de certaines réalités peuvent nous amener à entrevoir le balbutiement de la naissance d'une nouvelle branche de l'activité humaine. C'est ce que j'essaierai d'esquisser dans une première partie.

Si sa finalité et sa nature qui s'inscrivent à un degré supérieur dans l'évolution de l'activité humaine, sont différentes des trois classiques, cette nouvelle activité nécessite un coup de pouce pour pouvoir prendre corps. La possibilité existe, c'est ce que j'essaierai de présenter dans une deuxième partie.

Malgré le retour à des besoins de première nécessité pour cause de chômage, des besoins d'une toute autre nature ont émergés ces dernières années, surtout depuis que la course effrénée à la consommation a marqué ses limites.

De nombreux auteurs signalent ce changement de mentalité. La tendance est à la recherche d'un mieux-être qui soit aussi de nature mentale, spirituelle et d'un épanouissement que la société de consommation n'a pas pu apporter.

Cet épanouissement ne peut se concevoir que dans une activité faite selon le propre désir et non selon celui d'autrui, dans le cadre de

relations humaines retrouvées et de réalisations sociales libres de contraintes marchandes.

A cette base se rattachent les autres besoins tels que la culture, l'art, la connaissance, l'artisanat, le sport, la recherche... Certaines prises de conscience confortent ces nouveaux besoins naissants.

Je ne citerai que deux lesquels bien qu'opposés en apparence sont cependant complémentaires.

La première concerne notre écosystème, maintenant perçu comme fini, limité. L'autre, la robotisation, nous apporte une capacité de production quasi illimitée, avec une intervention humaine restreinte pour garantir l'obtention de cette plate-forme, nécessaire, de satisfaction matérielles.

Ces éléments laissent donc entrevoir la possibilité d'une nouvelle activité humaine, non marchande par nature et finalité, qui cherche les ressources nécessaires pour naître. L'histoire économique a vécu plusieurs bouleversements humains lors des transferts de l'activité humaine du secteur primaire vers le secondaire et puis vers le tertiaire. Mais la synergie micro-économique de ces secteurs marchands a permis la création de millions d'emplois et un mieux-être matériel certain. Cette évolution de l'activité humaine semble être arrivée à son apogée pour ce qui concerne l'emploi et serait maintenant dans la phase déclinante où croissance ne rime plus avec emploi. Cela expliquerait chômage et croissance dans notre société occidentale, la délocalisation accentuant le phénomène.

Je crois qu'il faut prendre conscience de l'exploit, accompli par le génie humain, de rendre possible la satisfaction des besoins matériels sans engager la totalité des ressources humaines. Ces constatations me confortent dans l'idée que l'évolution devrait se diriger vers cette nouvelle activité non marchande pour répondre aux nouveaux besoins humains. Son handicap, cependant, est sa nature même et sa finalité.

Elles s'intègrent peu avec celles des trois activités classiques. Le transfert de l'activité ne pourra pas se faire que micro économiquement.

L'intervention de l'Etat serait nécessaire. Or les budgets, déjà exsangues, des états ne peuvent le supporter. Une entreprise confrontée à ce genre de problème aurait entrepris de revoir son organisation pour chercher de trouver les ressources nécessaires.

Mais un regard à notre organisation sociale nous montre à l'évidence que celle-ci est restée essentiellement agraire et que notre culture judéo-chrétienne n'a fait que conforter cet état des choses. La révolution industrielle n'a été qu'une greffe sur cette organisation qui ne procure aujourd'hui que des nuisances telles que la multiplication des sites industriels, une surconsommation de capital et d'infrastructures, une désertification des campagnes et une surpopulation des villes, le tout avec leurs néfastes conséquences écologiques et sociales.

Cette surconsommation d'énergie et de temps est un vrai gaspillage. Si un changement de nos habitudes s'opérait, des ressources immenses pourraient être transférées vers cette nouvelle branche au gisement d'activité quasi illimitée. Ce serait le catalyseur qui permettrait de démarrer cette branche nouvelle dont les répercussions au niveau de l'activité humaine sont innombrables et incalculables. La principale est de porter l'économie au service de l'homme.

E.R.

Le Jeudi, Forum le 8 janvier 1998

et Centre de pastorale en monde du travail

Le travail en question

Recueil des exposés et synthèse de la journée d'étude du 27 janvier

1996

Chômage, aujourd'hui, pourquoi ?

Chercher à disséquer le chômage sous les aspects structurels, conjoncturels, technologiques et autres, équivaudrait pour un restaurateur, en mal de clientèle, à discuter des ingrédients de ses plats.

S'interroger sur la clientèle potentielle disponible, en nombre et en moyens financiers, est la première démarche lors d'une installation. Le service et la qualité des mets seront par la suite de première importance pour la réussite du restaurant.

Avec cette comparaison, je veux insinuer que les facteurs énoncés ci-dessus, importants certes, ne sont pas les causes principales du chômage actuel dans nos pays industriels.

Je vois dans le partage, de la plus-value générée, par les entreprises, une première cause et dans le marché solvable stagnant, une deuxième cause. Les trois intervenants dans l'appropriation de la plus value, c'est-à-dire l'Etat, les salariés et le capital, se sont partagés différemment le profit généré par les entreprises depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

Le marché solvable désigne, dans notre cas, le marché qui détient un pouvoir d'achat capable d'effectuer des choix entre les produits et services offerts. Il ne s'agit pas du milliard de personnes qui vit avec un dollar par jour, ni des quatre autres milliards qui ont peu d'opportunité de choisir, obligés qu'ils sont de répondre aux premières nécessités humaines.

Il s'agit de ce milliard de personnes qui compose essentiellement les pays dits industrialisés, membres de l'OCDE.

C'est en parcourant l'histoire économique depuis la fin de la deuxième guerre mondiale que nous pourrons évaluer l'impact de ces deux facteurs. Ils s'inscrivent dans un contexte d'une démographie galopante et d'une technologie dont le progrès est et a été fulgurant.

Les populations des Etats qui sortaient de la deuxième guerre mondiale, portaient en elles non seulement un désir d'oubli, mais aussi un fort besoin de bien-être matériel après cette période de privations.

Pour l'obtenir, elles ne connaissaient que le travail, valeur républicaine et chrétienne. Les performances de la production de cette période que l'on a appelée des « trente glorieuses », ont été spectaculaires. Elles ont souri à tous, mais particulièrement aux audacieux et aux entrepreneurs.

Ceux-ci ont bâti des fortunes avec une appropriation fortement favorable pour eux de la plus-value générée par les entreprises. Certes, des différences de croissance économique entre pays sont présentes et particulièrement entre vaincus et vainqueurs de la dernière guerre mondiale.

Ces derniers, soumis par l'histoire à des dépenses militaires pour affronter la guerre froide et éventuellement la décolonisation, ont eu des performances moins marquantes. Le taux de croissance de l'économie dite occidentale s'élevait en moyenne à quelque 5% l'an, ce qui signifie un doublement en quinze ans.

Suivent quelques années de marasme économique dû au choc pétrolier, au débat sur la croissance, à la suspension de la convertibilité du dollar en or, à l'apparition de la stagflation et à la détérioration des marges des entreprises par la concurrence et les revendications sociales.

Une nouvelle croissance s'amorce dans les années 80 au rythme de 3-4% l'an. Elle est stimulée par l'ouverture des frontières, les initiatives des entrepreneurs et surtout l'appétit des consommateurs.

Le profit n'avait pas bonne presse à l'époque, la plus-value générée par les entreprises, est accaparée essentiellement par les salariés. Nous pouvons dire, par boutade, que la richesse s'était démocratisée. La réclame n'existait plus, elle s'était transformée en publicité, elle sollicitait différemment l'appétit des consommateurs. On ne vendait plus un produit mais un style de vie, une façon d'être, un ersatz de bonheur.

Ce rapide survol des évènements sociaux économiques ne doit pas nous faire oublier la croissance de la population mondiale. Elle passe de 2,5 milliards en 1950 à 5 milliards en 1987.

A cette même date, les 24 pays de l'OCDE, c'est-à-dire les pays capitalistes développés, représentaient ensemble 76% du PIB total alors que leur part dans la population mondiale n'était que de 15%. Ce fait montre que la population qui compose le fameux marché solvable, n'a pratiquement pas augmenté depuis la fin de la deuxième guerre mondiale.

L'arrivée au pouvoir de Reagan et de Margaret Thatcher concrétise, dans le politique, la tendance libérale amorcée de décharger l'Etat de ses rôles d'entrepreneur et de distributeur de la richesse produite et de les transférer presque totalement au marché et aux entreprises.

Pour restaurer, en faveur du capital, l'appropriation de la plus-value générée par les entreprises, celles-ci s'engagent dans des restructurations énergiques soutenues par un progrès technologique fulgurant.

En effet, la robotisation entre dans sa phase de maturité. Le but des restructurations est de continuer à produire la même plus-value, au minimum, tout en diminuant la part de l'un des intervenants dans l'appropriation : les salariés.

Dans ce nouveau partage de la plus-value, le capital retrouve quasiment la part qu'il avait dans l'après guerre et qui avait quasi fondu vers la fin des « trente glorieuses ». L'autre intervenant dans le partage, l'Etat, cesse d'augmenter sa part et commence même à la diminuer.

Si la chute du mur de Berlin marque la fin du régime communiste et de son rêve d'expansion internationale, elle produira par ricochet deux évènements économiques importants.

En premier, elle fera disparaître le risque pays, c'est-à-dire le spectre des nationalisations sans compensation financière, qui empêchait jusque-là de globaliser la production.

En second, elle va permettre une longue expansion économique aux USA. En effet, si la confrontation entre les deux blocs a mis à genoux l'économie de l'un des deux Grands, il est impensable de croire que l'autre n'a pas pu en souffrir dans la croissance du bien-être de ses habitants.

Le retard accumulé peut s'estimer à une dizaine d'année.

A part l'exception temporaire américaine, les grands pays industriels sortent actuellement d'une économie de croissance, caractérisée par l'acquisition de biens d'équipement privés, pour entrer dans une économie de remplacement.

Nous pouvons nous souvenir des deux formules : « quand le bâtiment va tout va et quand l'automobile va tout va ». Face à un marché solvable devenu saturé, il ne reste aux entreprises pour garantir une forte rentabilité au capital que la technique des fusions, puisque l'effet des restructurations s'est pratiquement épuisé.

Les fusions permettent, par les synergies qu'elles produisent, de réduire le personnel du nouveau groupe d'un chiffre généralement cité de 25%.

Elles garantissent pour les dix années à venir une rentabilité à deux chiffres du capital. Ce n'est certes pas cet argument qui est avancé pour justifier les fusions, mais le nécessaire concentration pour faire face à un monde globalisé.

Ce qui est contraire à la théorie libérale du marché qui préconise une atomicité des participants. Elles se justifient face à un marché solvable qui n'augmente pas et qui se détériore par la croissance du chômage et de la précarité.

Cette situation, présente dans nos têtes, provoque une réaction de sauvegarde de son « propre potager » et la montée de nationalismes genre Front National.

Un marché solvable stagnant, recroquevillé sur soi et avec des liquidités excessivement abondantes à la recherche de placements, favorise la

formation de bulles financières spéculatives. Les institutions internationales, en particulier le FMI, tentent de les maîtriser.

Pour conclure, il faut souligner le répertoire « musical » quotidien que nous subissons où les partitions les plus jouées sont performance et maximalisation des profits.

Concentrations d'entreprises et délocalisations n'en sont que les conséquences. Un marché limité sur lequel on déverse la presque totalité de la production mondiale ne peut guère balancer les précédentes conséquences, le chômage ne peut que s'aggraver malgré les embellies conjoncturelles.

Poursuivre dans cette direction, c'est préparer socialement le monde à une situation semblable à celle de la France avant la Révolution. Le partage de la richesse avec le reste du monde n'est pas seulement œuvre d'équité mais de nécessité. Ce que peut justifier même un égoïsme lucide avec une vision à long terme. Le long terme est une notion qui s'est perdue et qui doit être retrouvée.

La construction d'un marché solvable est œuvre de longue haleine. Elle nécessite des crédits à long terme, par exemple sur 15-20 ans, et l'intervention du politique.

Un plan Marshall au niveau mondial peut être conçu en respectant les spécificités locales et non les potentats locaux.

La théorie économique s'est peu penchée sur cet argument. Certains économistes nous disent que le marché, ce Dieu des temps modernes, crée son propre marché solvable. La réalité de tous les jours montre au contraire que les mécanismes économiques ont besoin d'un guide.

Ce rôle, l'homme doit le prendre s'il veut être le maître du jeu économique et de sa destinée humaine. Mais le défi ne se limite pas à cela pour les pays de l'OCDE. Une autre réflexion s'impose.

L'article « Pour que la naissance de la nouvelle branche de l'activité humaine se fasse » donne quelques pistes. J'espère qu'un débat s'amorce et s'installe dans votre journal.

E.R.

Sources statistiques : « l'économie mondiale depuis 1945 »
de Jean Rivoire (Que sais-je)

Le Jeudi, Forum le 30 avril 1998

Le grand Monopoly

Je ne commettrai pas l'insulte de rappeler les règles du jeu de monopoly qui a bercé l'enfance de chacun de nous. De longues heures étaient nécessaires pour arriver à la fin du jeu qui se terminait lorsqu'un joueur avait conquis toute la richesse.

C'est pour cela que nous arrivions difficilement au terme. Ce jeu perdait de son attrait pour les joueurs au fur et à mesure exclus. C'est avec l'apparition des maisons et hôtels que s'opérait cet écrémage.

Par contre l'excitation s'emparait des joueurs encore en lice. Ce jeu est instructif s'il est rapproché au « jeu » de la vie. Il présente de grandes similitudes avec le « Grand Monopoly » de la vie, mais avec une particularité de taille, ce dernier ne se joue qu'une fois.

Un homme m'a surpris, c'était M. Goldschmit. A l'émission 7/7 d'Anne Sinclair, il a ouvertement déclaré que sa richesse était surtout due à la chance.

D'habitude nous sommes confrontés à des déclarations du genre : « c'est par mon travail, par mon savoir-faire, par mon intelligence, et.....éventuellement par un peu de chance ou un héritage bien venu ».

A ces dernières, il convient d'ajouter quelques inavouables vérités telles que corruption, détournements et autres tricheries. Si on fait abstractions de ces dernières et quelques rares exceptions de vraie réussite, le jeu de Monopoly nous montre que le facteur chance est primordial.

C'est ce constatent rapidement les joueurs après quelques tours de piste. La caisse de communauté et les cartes de chance cherchent à ralentir l'inéluctable accumulation de richesse.

Si la comparaison avec la vie peut s'arrêter ici, elle pose un problème crucial.

Existe-t-il à l'instar des lois de Newton, une loi inexorable à la concentration de la richesse ? Si au début la richesse est le fruit du

hasard, elle semble se nourrir d'elle-même par la suite quand elle atteint ce que certains ont appelé le niveau de décollage.

Que se soit pour éclore et pour s'épanouir, la richesse a besoin de conditions particulières. Ces dernières n'ont été que des éclaircies dans l'histoire tourmentée de l'homme. Les guerres, les troubles sociaux, les catastrophes naturelles, les épidémies, les mains trouées et autres évènements ont permis chaque fois de redistribuer les cartes et quelques fois de repartir de la case départ.

Il semble donc que devant l'incapacité de l'homme à gérer collectivement et pacifiquement les richesses produites, d'autres forces, peut-être induites, interviennent pour empêcher une forte concentration de richesses.

Depuis la fin de la Deuxième Guerre mondiale, nous nous trouvons en présence d'une de ces périodes d'éclaircie au niveau régional (dans le sens planétaire) et individuel.

Dans le régional, elle atteint une disparité criante entre le Nord et le Sud : le milliard d'hommes du Nord s'accaparant 80% de la richesses produite, le reste s'éparpillant parmi les cinq autres milliards d'hommes. Dans l'individuel, elle rejoint l'incommensurable quand nous savons que les cent plus grandes fortunes du monde dépassent le PIB annuel de la Chine.

Que faire ? Ce problème fut perçu il y a déjà quelques trois mille ans par les auteurs du Lévitique dans la Bible. Le remède proposé, le Jubilé, consistait dans la rétrocession tous les cinquante ans de la richesse reconnue à l'époque, la terre, aux anciens propriétaires. Il ne fut jamais réalisé, les événements humains se chargeant de la remise « à zéro ».

Les Etats modernes avec des lois anti-trust avaient tenté de corriger le « jeu », mais ces lois ont été détournées par la mondialisation.

Le Grand Monopoly international, dans son élan, a récemment quasi fait sauté la banque, c'est-à-dire le système bancaire international. Faut-il

attendre un de ces événements mentionnés ci-dessus pour une nouvelle « mise à zéro » ?

Et si nous prenions conscience que l'homme n'est rien sans l'homme et que la richesse n'est pas une fin en soi, un sursaut collectif de solidarité pourrait enfin s'amorcer.

Même si une certaine aisance matérielle est certes nécessaire, elle ne doit être qu'une plate-forme pour l'évolution de l'homme.

J'espère que le prochain Jubilé apporte le salutaire éclaircissement des esprits des locataires de cette planète. La solidarité est un mot qui cache la foi dans les hommes. Elle est l'expression dans les faits de l'amour entre les hommes. Elle est le seul rempart contre l'égoïsme qui s'exprime dans l'accumulation de richesse et dans ses épouvantables conséquences. C'est le message, pas encore compris après 2.000 ans, de l'Homme-Dieu : Jésus. Actuellement l'esprit régnant est celui de la jungle : que le plus fort gagne. Il ridiculise le sens du collectif, de la solidarité, de la démocratie. Il trouve sa base opérationnelle essentiellement dans la grande entreprise. Celle-ci a comme seul but de maximaliser le profit à court terme. Pour réaliser cet objectif, sa direction est investie de pouvoir régalien par le conseil d'administration dominé par l'actionnaire le plus influent.

Les petits porteurs n'interviennent jamais, ils se sont concernés que par la valeur boursière de leurs actions et du dividende versé.

Les ressources humaines, selon le nouveau langage, ne sont considérées que comme des coûts. On ne demande jamais leur avis. Un certain général avait tenté d'introduire en France une certaine démocratie, une participation dans la vie de l'entreprise. La tentative a avorté devant le sacro-saint droit de propriété pur et dur du XVIII^e siècle, celui qui ignorait le bien commun. Sachant que sans exigence matérielle infinie, c'est-à-dire une abondante frugalité pour tous et ceci pour le respect et la sauvegarde de la planète, nous avons aujourd'hui les moyens techniques de changer la situation de milliards d'hommes exclus de cette terre.

Nous ne pouvons plus accepter le Grand Monopoly de la Vie, les hommes se doivent d'inventer d'autres règles. Les valeurs de la vie ne peuvent se résumer dans l'accumulation à outrance de la richesse. Je souhaite que nous retrouvions rapidement le vrai sens du bien collectif, celui de Cincinnato et que le Monopoly reste seulement un jeu de société.

E.R.

Le Jeudi, Forum 3 décembre 1998

Les « assignats AOL »

A l'annonce de la sensationnelle fusion AOL-Time Warner, à mon entourage, je faisais le parallélisme suivant en forme de boutade : « *Vous êtes à la caisse d'un supermarché avec un chariot rempli et la caissière vous calcule le prix de vos marchandises, par exemple 3.000 LUF. La caissière vous demande : voulez-vous un sachet ? E vous répondez : pourquoi pas ! Elle vous dit alors : cela fait 7.000LUF ! A votre étonnement, elle répond 3.000 LUF pour la marchandise et 4.000 LUF pour le sachet. »*

J'attends, depuis, la réaction des anciens actionnaires de Time Wagner qui ont reçu des « assignats AOL » en échange de leurs titres.

Tel le chien de garde à qui on a délié la laisse qui limitait son espace, voilà nos fonds de pension anglo-saxons libres de parcourir le monde à la recherche du meilleur investissement pour donner à leurs adhérents le maximum de profit d'année en année.

Ils ne demandent aux sociétés dans lesquelles ils entrent qu'un petit dividende de 15% pour la veuve écossaise ou le retraité californien et avec une valeur pour l'actionnaire en croissance permanente (sans se soucier que cela va créer un conflit économique grave entre les générations). Bien que les Etats aient constamment diminué les impôts ces dernières années, les recettes fiscales jusqu'en 2000 ont toujours augmenté.

Que s'est-il passé exactement ?

C'était un exercice permanent pour les analystes financiers que de rechercher dans les bilans des sociétés les provisions et réserves cachées pour évaluer correctement une entreprise ou un groupe. C'était un exercice annuel pour les sociétés, afin de minimiser l'impact fiscal, de cacher des profits et/ou de constituer pour les années de vaches maigres un petit matelas.

Mais avec la liberté donnée à nos fonds de pension d'investir plus dans les actions que dans les obligations, tout a changé. Les sociétés, pour suivre les nouveaux critères du marché, ont commencé par racler les tiroirs des provisions et des réserves cachées.

Cela a permis de répondre aux exigences demandées pour un certain temps. Ensuite, les entreprises ont commencé à tricher un peu avec les règles comptables. Les frais ont été déplacés (prorogés) dans le temps et les produits futurs anticipés.

Cela ne peut durer qu'un certain temps et risque de faire boule de neige si le futur n'apporte pas les espoirs insensés de profit. Nous y sommes arrivés et certains se sont permis de faire de faux bilans, pour la bonne cause et dans le fol espoir que l'avenir pouvait tout arranger. A cela, le fol Internet s'est ajouté. Le tout nous réserve, je le crains très fort, de méchantes surprises pour l'économie mondiale.

E.R. octobre 2001

Le Jeudi, Forum 18 juillet 2002

La cosmologie, la destinée et la fin de l'histoire

Depuis l'antiquité, la vision de l'univers que l'homme a intériorisé, a influencé énormément sa relation avec la nature, sa planète Terre et la ou les divinités. Malgré la révolution copernicienne et les importantes découvertes du XX^e siècle, il est surprenant de constater que l'homme est resté « virtuellement », pour reprendre un mot à la mode, dans son for intérieur au stade de la vision géocentrique d'Aristote et Ptolémée. Il est tout aussi for impressionnant de constater que les scientifiques actuels projettent leur imaginaire scientifique au-delà du Big Bang.

Cette dualité peut laisser perplexe toute personne sensée qui approche cette problématique. Relève-t-elle d'un refus tout court de prendre en compte l'évolution de la cosmologie? Ou bien quelque chose de plus profond se glisse-t-il dans les méandres de l'âme humaine? C'est en parcourant l'histoire de la cosmologie et de tout ce qui la sous-tend que peut-être nous pourrions y apporter l'éclairage nécessaire à une compréhension, mais aussi y apercevoir qu'un réveil de l'humanité doit être inéluctable si cette dernière veut affronter sa nouvelle dimension historique.

La vision géocentrique d'Aristote et Ptolémée flattait en un certain sens notre égocentrisme, elle consacrait notre unicité dans l'univers, consolidait dans notre conscient et inconscient l'immuabilité de l'univers. Les Grecs n'avaient-ils pas un Olympe avec des dieux semblables aux hommes dans leurs passions ?

Essentiellement toutes les religions et en particulier, pour nous Occidentaux, celles du Livre, renforçaient cette vision. Copernic, Kepler et surtout Galilée ont souffert lorsque leur découverte mettait à mal cette vision de l'univers. Ce n'est que progressivement que cette nouvelle cosmologie a pris pied en premier dans le monde scientifique et plus

lentement dans le monde profane. La repentance récente de l'Église Catholique vis-à-vis de Galilée marque cette lente progressivité. Mais elle signale surtout que l'évolution dans notre subconscient n'est pas encore terminée.

C'est cette quasi-dualité entre le monde scientifique et profane qui déchire l'humanité. Si la conception héliocentrique de Copernic, Kepler et Galilée de l'univers a mis à mal notre nombrilisme terrestre, elle n'a pas enlevé la certitude de l'unicité de l'homme dans l'univers. Même si Giordano Bruno a parlé de la « multiplicité des mondes ». Cette certitude d'être unique dans l'univers nous a confortés dans des « vérités » qui, je le crois, feront rire nos descendants. Cet archétype, enraciné en nous, enrichi et conforté principalement par les religions du Livre, fonde toute notre insouciance dans l'avenir de notre espèce et de notre planète. Nous pouvons, tels que des enfants jouer avec notre destin, certains que le père (Dieu) protégera la destinée de sa créature, faite à son image, de toute fin tragique avant le délai fixé par lui. La responsabilité de l'homme est, quoi qu'il fasse, anéantie par une prédestinée inéluctablement fixée.

Alors, vive le dicton « Chacun pour soi, Dieu pour tous »! Vive l'insouciance! Vive la nonchalance! Vive l'égoïsme! Ne sommes-nous pas actuellement dans le scénario de l'ultra libéralisme débridé, du profit immédiat, du bien être sans limites, de l'enrichissez-vous à outrance et sans aucun scrupule? On joue dans le petit nombril certain que maman (divinité) est là pour réparer les dégâts puisque tout a été prévu. Mais déjà, malheureusement pour nous, nous ne sommes plus dans le scénario tel que décrit par le dicton brésilien: « la nature refait la nuit ce que l'homme détruit le jour ».

Faut-il voir un extra terrestre pour croire que nous ne sommes pas seuls dans l'univers? Faut-il croire que la force originale de l'univers (Dieu auquel je crois) a misé uniquement sur une planète? Profondément, je ne le crois pas, sachant que cette force est à l'origine de cet univers immense et incommensurable fait d'innombrables galaxies, de milliards

d'étoiles et de planètes. Il faut vraiment être prétentieux à seulement y penser. Et dans ce sens il nous responsabilise, il nous laisse la liberté de construire notre devenir, à nous d'y participer.

Ainsi une nouvelle période historique s'ouvre à l'homme, plus universelle, plus responsable, plus constructive parce que consciente de sa force et intelligence, de sa puissance, mais aussi de sa fragilité et de celle de son environnement. Je la qualifierais de partie adulte, sachant que celle de l'adolescence avec toutes ses qualités et ses défauts se termine. Bien, il faut l'espérer. Qui est ce qui avait parlé de la fin de l'histoire?

E.R.

Le Jeudi , Forum 25 novembre 2004

Vous avez dit éthique !

Pour le commun des mortels, éthique est devenu le mot plus classe, plus tendance pour signifier moral. Souvent un mot ménage la pensée unique ou un ego. Par exemple « fraude comptable » est devenue « créativité comptable » lors des scandales Enron, Worldcom, etc.

Actuellement, les médias nous informent quasi quotidiennement de l'instauration ou de la préparation de chartes ou de passeports éthiques, de codes de bonne conduite, de règles de bonne gouvernance dans un secteur de l'activité économique, sociale ou sportive. Tous les secteurs de l'activité humaine sont atteints de ce syndrome. Comme si, jusqu'à hier, l'homme chancelait, sans direction, dans une forêt obscure. Il est vrai que le mot moral avec tous ses dérivés (morale, moralité,..) sentaient le souffre suite à des abus anciens. Mai 68 et l'époque suivante et actuelle de l'individualisme glorifiant ont été les dynamiteurs de ce concept helléniste.

Aujourd'hui, en peu de mots, pas de limites à l'initiative individuelle, tout peut se faire sauf ce que la loi interdit expressément, et encore. Même si le slogan de mai 68 « Il est interdit d'interdire » est à relativiser. La moralité, pardon, l'éthique est de retour. Mais c'est comme pour la confiture, moins il n'y en a plus on l'étale.

DÉRAPAGES SANGLANTS

Force est de constater que ce besoin urgent dans tous les secteurs de l'activité humaine de listes, à la mode anglo-saxonne, de normes plus ou moins précises est préoccupant sur l'état de santé de l'humanité concernant le vivre ensemble. Le secteur économique est le plus touché.

L'ère Reagan et Thatcher en prônant l'individualisme forcené a atomisé fortement la société civile. Chacun ne doit penser et agir qu'en fonction de son intérêt personnel, dans ce monde globalisé, pour aujourd'hui, demain et la fin de ses jours. Ce stress permanent est à l'origine de fortes perturbations psychologiques avec des dérapages sanglants : « Un homme a tué sa femme et ses enfants avant de se donner la mort ». La solidarité sociale ou collective n'a pas encore fait son retour. Bien qu'elle s'introduise petit à petit dans la société civile au travers du secteur économique non marchand, notamment l'associatif. Son poids est faible du genre : une goutte d'eau dans l'océan. Que peut-on faire sinon de dénoncer ces situations d'abus dans une société en dérive, en voici donc quelques-unes.

L'ordre économique

Pour avoir refusé, par égoïsme, une remise en cause périodique du pouvoir économique et politique, du partage de la richesse créée entre les acteurs et les générations, la société s'est sclérosée. Comme toujours, les puissants ont trouvé leurs mentors pour « remettre de l'ordre » dans ce monde. Ceux-ci ont élargi au forceps leur terrain d'action avec la mondialisation. Ils se sont frayés leur chemin à la hache comme dans la forêt vierge. Ainsi tout est devenu permis.

Des abus en tout genre défrayent nos chroniques. Comme la loi ne peut pas tout réglementer, des chartes éthiques de bonne conduite et de bonne gouvernance envahissent toutes les activités humaines y compris le sport. Des audits de toute sorte naissent et s'emparent aussi de ces activités. Le doute s'installe partout et chacun est désabusé de tout. Ce n'est pas une élection présidentielle à l'instar de l'hirondelle qui fera le printemps. Alors chacun se renferme dans son cocon en attendant que quelque chose se passe.

Mais l'appât du gain fait que le commun des mortels devient Grand Investisseur. Ainsi tout le monde court à l'abreuvoir, qui se transformera

en abattoir. La richesse, faite en dormant, n'a pas de fondations.

Capitalisme et confiance malades

Certes ce ne sont pas les passeports et les chartes éthiques ou les audits qui vont apporter la confiance dans le prochain, puisque ce dernier est vu plutôt comme un malin, un fourbe, un fraudeur, un corrompu ou un prédateur sans scrupules, ni loi à la recherche de prébendes ou de bons coups pour s'enrichir sur la peau des autres. Après moi le déluge disait Louis XV.

Sommes-nous dans une situation prérévolutionnaire à l'échelle planétaire ? L'avenir nous le dira, mais les conditions se prêtent. En particulier il faut noter la recherche effrénée de l'enrichissement forcené dans un environnement économique totalement financiarisé qui ne crée plus de vraie richesse pour les hommes dans le respect de cette terre nourricière. Le capitalisme est malade, il est gravement atteint.

Fonctionnement de la société anonyme à revoir

Un exemple, entre autre, est celui d'Arcelor : une société sidérurgie européenne qui est devenue quasiment une société sidérurgique personnelle depuis la fusion avec Mittal Steel.

M ET MME MITTAL S.A

Sans que presque personne ne s'en émeuve, depuis juin dernier, Mme Mittal est devenue la suppléante du conseil d'administration dans son ensemble. Monsieur Mittal et son épouse peuvent donc tenir des réunions de conseil d'administration en tête à tête au petit déjeuner. Cette dérives dans la gestion d'une société anonyme de cette taille est plus que préoccupante. Presque tous nos politiques, certes de métier, mais sans vraie expérience, peuvent continuer à couper les rubans. A noter au passage que seulement une faible minorité d'actionnaires peut s'inscrire

dans une démarche commune d'entrepreneurs concernés. La très grande majorité d'actionnaires n'est concernée que par le dividende et la plus-value de l'action. D'autres enfin ne sont intéressés que par le pouvoir qu'ils peuvent exercer avec la direction effective de l'entreprise.

Financiarisation sans scrupules de l'économie

Autre exemple de ce capitalisme malade de cette financiarisation sans scrupules et qui ne porte plus la soif d'entreprendre. Dominé par les fonds de pension anglo-saxons, ce capitalisme s'accroche à l'abreuvoir des dividendes et des rachats d'actions pour maintenir cette fameuse valeur de l'actionnaire. C'est bien le résultat que les fonds de pension anglo-saxons escomptaient même s'ils l'avaient prospecté de manière différente à l'époque de Dominique Strauss-Kahn, ministre de l'économie sous le gouvernement Jospin (1997-2002) et probablement futur dirigeant du FMI.

Dans une entrevue secrète, dévoilée par le quotidien Le Monde, des gérants d'importants fonds de pension anglo-saxons avaient demandé que la France (et l'Europe continentale par extension) passe aux retraites par capitalisation. Ceci afin de racheter les actions que ces fonds détiendraient en portefeuille à l'aune des années 2010 pour payer les retraites de leurs allocataires et éviter ainsi un effondrement des prix. Jospin, premier ministre, ne céda pas et la retraite par répartition est restée le principal pilier en Europe continentale. Cette autre « solution » a été permise par Alan Greenspan avec sa politique des taux d'intérêts bas dont la conséquence à long terme ne sera pas réjouissante. (Voir depuis la crise des « subprime » des crédits immobiliers).

Prédation légale de sociétés

Par l'utilisation abusive (une autre dérive) des opérations d'ingénierie financière de L.B.O. (Leverage By Out) il est possible sur « la peau des

employés » de s'enrichir à très court terme, même des « hedges funds » s'adonnent à ce sport.

En résumé, ce L.B.O. est une opération financière permettant à des investisseurs d'emprunter près de 70% du montant nécessaire à l'achat d'une société, faisant porter la responsabilité du remboursement des emprunts (et donc le risque de surendettement) à l'entreprise qu'ils acquièrent, pour la revendre avec profit dans un délai très court. La vente est souvent faite par compartiments et avec des restructurations « très prisées par les employés ! ». Le tout se fait souvent avec 25% de bénéfice assuré.

Merci, Monsieur Greenspan, pour les intérêts très faibles maintenus qui ont bien servi les spéculateurs et favorisent la formation de bulles financières.

Vous avez dit éthique ? Pour qui ?

E.R.

Le Jeudi, 27 septembre 2007

Courrier : l'affaire « Société générale »

Un signe des temps

Des informations diverses nous sont parvenues par les medias, la clarté sur cette affaire ne s'est pas encore faite. Seul persiste un sentiment général que tout n'a pas été dit et que le trader occupe plus la position de lampiste que celle d'un fraudeur ou d'un escroc, le facteur enrichissement personnel étant pratiquement absent.

Jérôme Kerviel a été placé par le juge d'instruction en détention provisoire « pour faux et usage de faux, introduction dans un système automatisé de données informatiques et abus de confiance ». Ces mots lancés, leur compréhension n'est pas forcément acquise pour la majorité des gens parce qu'ils concernent, dans ce cas, une matière pointue même pour la plupart des employés bancaires.

Une affaire de cette ampleur n'est pas compréhensible pour un homme du métier au courant des contrôles qui s'effectuent quotidiennement et périodiquement dans la banque, en particulier dans la salle des marchés, par le contrôle interne, l'auditeur interne et l'auditeur externe. C'est aussi ce dernier qui donne son avis favorable pour la publication des comptes annuels de la banque et « justifie » ainsi la conformité du compte profits et pertes avec l'activité. Il faut, pour rappel, signaler que le nominal concerné était de 50 milliards d'Euros, pour une perte de 5 milliards.

La seule explication plausible est l'installation d'une dérive au niveau du risque encouru qui a été tolérée tant que des agissements peu compatibles avec les règles prudentielles des autorités de contrôle contribuaient à ce profit des banques toujours de plus en plus resplendissant depuis ces dernières années. De fausses opérations étaient donc nécessaires pour couvrir cette dérive (de faux deals dixit J.K.).

Cette tolérance qui s'est autoalimentée au fur et à mesure des résultats en croissance devait monter jusqu'à la direction. Effectivement, les medias ont mentionné des demandes d'explication de contreparties pour

d'importantes positions prise par la banque. La direction, très probablement comme l'autruche, a préférée ne pas trop savoir jusqu'au jour, prise de panique par la situation qui avait explosée, elle a fait clôturer en catastrophe les positions avec le résultat que nous savons. Pour arriver à une conclusion, il est nécessaire d'avoir un petit aperçu de l'évolution du compte de profits et pertes des grandes banques.

Ce compte était d'abord alimenté essentiellement par des marges d'intérêt. Il a ensuite évolué avec l'apport de commissions de toutes sortes, qui reflètent plus une activité de services. L'énorme augmentation dans le monde des fonds d'investissement avec leur besoin de services financiers y a fortement contribué. La salle de marché qui avait connu avec l'arbitrage une ère de gloire, avait perdu de son entrain avec les bourses qui avaient évolué vers des cotations électroniques.

Dernièrement, les salles de marché des grandes banques ont retrouvé ses « golden boys » et ses heures de gloire. Les revenus du portefeuille de négociation (celui pour compte propre des banques) ont repris du « poil de la bête » et représentent souvent un très gros pourcentage du revenu des banques. Pour que cela se fasse, des risques énormes ont dû être pris, mais la conjoncture boursière était de la partie depuis fin 2003.

La crise des crédits « subprime » renforce ainsi elle aussi la conclusion qui inscrit ces dérives dans la logique de cette folie actuelle du toujours plus pour un enrichissement effréné des actionnaires. Le fait de demander « le toujours plus » ne peut qu'expliquer tous les dérapages pour atteindre ces normes internationales du « return on equity » avec un rendement à deux chiffres du capital investi.

Le « parler éthique » dans la vie économique, sociale et politique actuelle sert plus de faire-valoir pour occulter la réalité de tous les jours. (Voir : Vous avez dit éthique ! Le Jeudi du 27 septembre 2007). Il n'y a pas de besoin de chercher la vérité. Il est seulement nécessaire, pour le peuple, de trouver un exécutoire (un lampiste) à tout scandale et sauvegarder ainsi l'élite dirigeante avec ses rémunérations

incommensurables qu'elle s'octroie. Ceci en parfait accord avec les actionnaires décideurs qui attendent en retour dividendes et augmentation du cours de l'action. Ce scandale n'est pas autre chose qu'un signe des temps.

E.R.

Le Jeudi, 6 mars 2008

« Merci, cher Alan ! »

En 1996, Alan Greenspan brocarde la surévaluation des actifs financiers. L'indice Dow Jones est à environ 6 000 points. Rien ne ce fait pour contrer cette envolée. Surtout il ne faut pas tuer la croissance.

Septembre 1998, le hedge fund LCTM est sauvé par Alan pour empêcher un risque systémique du système bancaire mondial.

A l'époque, ce fonds pour millionnaires avait des positions ouvertes pour 100 milliards de USD pour une valeur d'actif de 4 milliards. Entre-temps, la valeur des actifs financiers continue de monter. Certains annoncent pour le futur proche, le cours de l'indice phare mondial (Dow Jones) à 36 000, même à 100 000 points.

Tous les jours les médias, à travers les annonces de sociétés de trading, nous allèchent à la richesse facile et nous invitent pour cela à investir. Nous sommes en pleine bulle Internet, tout le monde veut acheter des valeurs « .com ». L'indice des valeurs technologiques, le Nasdaq, double dans l'espace d'un trimestre.

Faute d'intervenants nouveaux, après que ces petits épargnants qui investissaient que dans l'obligataire, ont sauté le tabou de leur vie, la bulle éclate.

Alan Greenspan ouvre le robinet des liquidités, il descend très rapidement le taux d'intérêt de 6% à 1%, un pourcentage jamais vu aux Etats-Unis. Ce n'est pas pour sauver les petits épargnants qui eux en font les frais comme des scandales Enron, Worldcom, et autres. Il faut sauver les entreprises de la faillite pour empêcher une récession économique. Mais les vannes de la liquidité bon marché restent ouvertes, elles vont favoriser essentiellement une autre bulle spéculative : l'immobilier.

Après avoir sauvé les spéculateurs, il leur offre ainsi de nouvelles opportunités d'enrichissement. De toute façon, c'est le petit épargnant ou la collectivité qui supportera les « pots cassés ». Difficile de dire ce que l'on pensait à l'époque du règne de ce grand Gourou, la pensée unique

était en vigueur. Les démocrates et les républicains l'ont toujours confirmé à son poste et ce pendant 18 ans. Seul l'âge l'a l'obligé à lâcher son poste.

Il a été le porte-drapeau et le digne représentant de cette économie financiarisée et du profit à court terme. Il a presté son pouvoir à une mondialisation sans règles. Pour justifier et garder ainsi des taux d'intérêts bas, il a pu présenter une inflation basse par l'importation de marchandises de moins en moins chères, surtout par celles dites de haute technologie, produites dans des conditions peu reluisantes dans des pays asiatiques dont la qualité laisse souvent fortement à désirer. Ce n'est qu'aujourd'hui que cela se confirme avec notamment les jouets, la nourriture pour chiens et chats fabriqués par la Chine.

L'ÉPHÉMÈRE

Les statistiques de la pauvreté dans le monde laissent le désespoir subsisté. Elles ne démontrent pas que la mondialisation telle que celle pratiquée est un atout pour un changement réel. Le monde économique est dans les mains de financiers spéculateurs, les autres, s'ils existent encore, partagent avec les ingénieurs le triste sort de personnes non grata des conseils d'administration ou autres instances dirigeantes des sociétés lorsque ces derniers ne ressemblent pas à des chambres d'enregistrement pour des décisions prises ailleurs. Par ailleurs, une guerre apporte toujours des niches de profit, et les bruits récents de bottes peuvent venir en aide à une situation économique embourbée.

Alan Greenspan n'a pas été l'artisan d'une construction d'une économie saine. Il a choisi le camp de l'éphémère et de l'immédiat et ce pour le profit d'une minorité. Le fait de ne pas rémunérer l'épargne avec un taux réel (au-dessus d'une inflation correctement calculée), signifie une déqualification du travail qui a été à l'origine de cette épargne.

Or, un certain président dit le « Zarkosy » qui nous parle constamment de la valeur travail avec sa formule « travailler plus pour gagner plus » veut aussi absolument faire baisser le taux d'intérêt à la BCE. Notre « Cher Alan » a trouvé un digne successeur pour sa politique économique à court terme en faveur des spéculateurs.

Aujourd'hui, que la bulle « subprime »¹⁰ a éclaté, il veut punir les responsables, qu'il commence chez lui avec l'affaire Société Générale (voir Le Jeudi du 6 mars 2008 « Un signe des temps »). En fait, aujourd'hui, ce sont les mêmes qui ont laissé faire les apprentis sorciers inventer des produits financiers « complexes »¹¹ souvent sans bien les comprendre sinon l'immense profit possible, qui veulent maintenant sauver la planète financière. Ils n'ont pas honte !

Les quidams qui les avaient prévenus quand ils ont pu avoir droit à la parole sont oubliés, n'ont pas « le pouvoir ».

Les fameux CDS¹² ont été multipliés par 10 entre 2004 et 2007 pour atteindre le montant d'environ 60.000 milliards de USD. Le marché des Dérivés est aussi concerné, c'est un montant d'environ 600.000 milliards de USD. Tout cela représente essentiellement la financiarisation de l'économie qui ne sera pas épargnée par la crise actuelle.

Pour sortir de tout cela il faut remettre beaucoup de confiance et donc du public dedans (Aïe !) Et surtout, remettre le système bancaire au service de l'économie réelle et changer des têtes, pas seulement bancaire, qui ont permis ou laissé faire ces spéculations. Du pain à couper sur la planche !

¹⁰ L'éclatement de la bulle « Internet » était caractérisé par une localisation bien définie des titres pourris, par contre cette bulle « subprime » avec la titrisation a la caractéristique d'être distribuée un peu partout avec un poids de la « pourriture » difficile à estimer.

¹¹ En réalité ils ne sont complexes que parce les petits génies de la finance mélangent des produits financiers simples. Ne gagnent qu'à tous les coups les vendeurs de ces produits, primo en les vendant et secundo si les conditions favorables espérées surviennent, ils partagent ce gain

avec le preneur du produit et du risque. Ces produits ne servent pas l'économie réelle, mais l'économie financiarisée en faveur de prédateurs malins et sans scrupules, ni éthique, ni moralité humaine. Parce qu'aujourd'hui il faut une charte, un code, un passeport d'éthique pour en faire ! (Voir Le Jeudi du 27/09/2007 « Vous avez dit éthique ! »).

[12](#) Credit Default Swap

E.R.

(septembre 2007, māj septembre 2008)

Le Jeudi, 2 octobre 2008

Nota Bene : les notes de bas de page n'ont pas été reprises par l'hebdomadaire Le Jeudi

Table of Contents

1. [Préface](#)
2. [Introduction](#)
 1. [L'exploitation de la majorité par une élite minoritaire](#)
3. [Les systèmes économiques](#)
 1. [Le système communiste soviétique](#)
 1. [Le « paradis rouge »](#)
 2. [La gangrène de l'incompétence](#)
 3. [Stakhanovisme : mythe inutile](#)
 2. [Le système capitaliste jusqu'à la chute du mur de Berlin en 1989](#)
 1. [Le manque du « quasi tout » a offert un potentiel de croissance énorme](#)
 2. [Une « petite » croissance due au « simple » remplacement des biens durables](#)
 3. [Une surcapacité de production](#)
 4. [Un répit provisoire au chômage, l'adaptation de l'outil industriel au consumérisme](#)
 5. [Le « bon chemin » pour le partage de la plus-value générée](#)
 6. [Le capitalisme trouve ses chevaliers servants](#)
 7. [Une critique pertinente de nos indicateurs de richesse et un cri d'alarme pour la nature](#)
 3. [Le système capitaliste ultralibéral après la chute du mur de Berlin en 1989](#)
 1. [Un appauvrissement pour l'humanité : la pensée unique](#)
 2. [Une course à l'enrichissement personnel sans limite pour quelques uns](#)
 4. [Le système capitaliste ultralibéral après la chute du mur de Berlin -- Première période](#)

1. Une privatisation d'envergure faite tambour battant
2. Des populations tétanisées face à l'inéluctable système économique triomphateur
3. La fin de l'Etat providence et de l'économie mixte -
- La panacée de la dérégulation
4. Un signe des temps, le titre « chef du personnel » disparaît
5. Un leitmotiv : maximisation du profit
6. Le « melting-pot » de l'appareil productif
7. Une situation de guerre économique mondiale
8. L'échelle de valeurs constamment bouleversée
9. Ego et narcissisme dominants pour les « winners »
10. Toutes sortes d'échappatoires pour les « losers »
11. Pour la majorité : lois et règlements --
12. Tous doivent devenir des investisseurs
13. Des indices d'inflation biaisés
5. Le système capitaliste ultralibéral après la chute du mur de Berlin -- Deuxième période
 1. Le lobbying : nouvelle activité lucrative
 2. La financiarisation de l'économie : de l'argent bon marché et inflation des actifs
 3. Une « certaine » globalisation économique au service du capital
 4. Appel au futur pour nourrir l'économie d'aujourd'hui
 5. « Out » l'éthique, « In » le conflit d'intérêt
 6. Confusion des genres d'activités financières --
Création monétaire quasiment privatisée
 7. L'explication de base : toujours l'exploitation de la multitude par quelques uns
 8. Actuellement, une seule planète est à disposition des humains

9. L'immédiat : seule valeur économique temporelle reconnue

4. Quelques considérations

1. Une forte culture « du prendre »,
2. Une certaine culture « du partage » dans le système communiste
3. Alliance de la culture « du prendre » avec celle « du don », circonstancielle ?
4. L'inadéquation profonde de la classe politique en général face au monde
5. De nouvelles règles de guidance
6. Le bien commun : une bonne et saine valeur
7. Il est temps que l'humanité devienne adulte

5. Morceaux du puzzle de l'avenir

1. Des remarques

1. Une vision simpliste du monde
2. La panacée : le tout privatisé
3. La réalité : La course à la faveur et à l'avantage
4. Ecarter la complexité de l'essentiel, valoriser l'accessoire servant les ego
5. Une séparation des tâches organisée à l'échelle mondiale
6. Reconnaître qu'avec la technologie déjà acquise, la surproduction industrielle est une donnée de fait
7. Seule une « frugalité abondante » est supportable par la planète
8. L'accumulation de biens pour contrer l'insécurité du présent et du lendemain n'est pas la bonne solution pour notre avenir
9. Il est temps de se ressaisir et d'œuvrer pour le bien commun
10. Penser autrement et faire la part des choses

11. Il faut admettre que toute activité humaine produit des nuisances pour la nature
12. Il faut remettre en cause notre système économique actuel
13. Il faut se réapproprier des activités à fort encrage local
14. Une certaine indépendance alimentaire : condition première pour être libre
15. Retisser du lien sociétal avec un système S.E.L., une mesure phare
16. Pour la naissance d'une nouvelle activité culturelle et sociétale
17. La « grosse » économie productive : « parquée et sous contrôle »
18. Une meilleure gestion du temps pour le travail
19. Une autre gestion de la carrière professionnelle
20. Vers une économie mixte, « du bien commun » ?
21. L'éducation au bien commun, au vivre ensemble : la pierre angulaire de la société
22. Vers une forme de démocratie directe ?

6. ANNEXES